

Journal du Baron de Gauville,
député de l'ordre de la
noblesse, aux Etats-généraux
depuis le 4 mars 1789
jusqu'au 1er [...]

Gauville, Louis-Henry-Charles de. Journal du Baron de Gauville, député de l'ordre de la noblesse, aux Etats-généraux depuis le 4 mars 1789 jusqu'au 1er juillet 1790 ([Reprod.]) publ. pour la première fois d'après le ms. autographe [E. De Barthélémy]. 1864.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

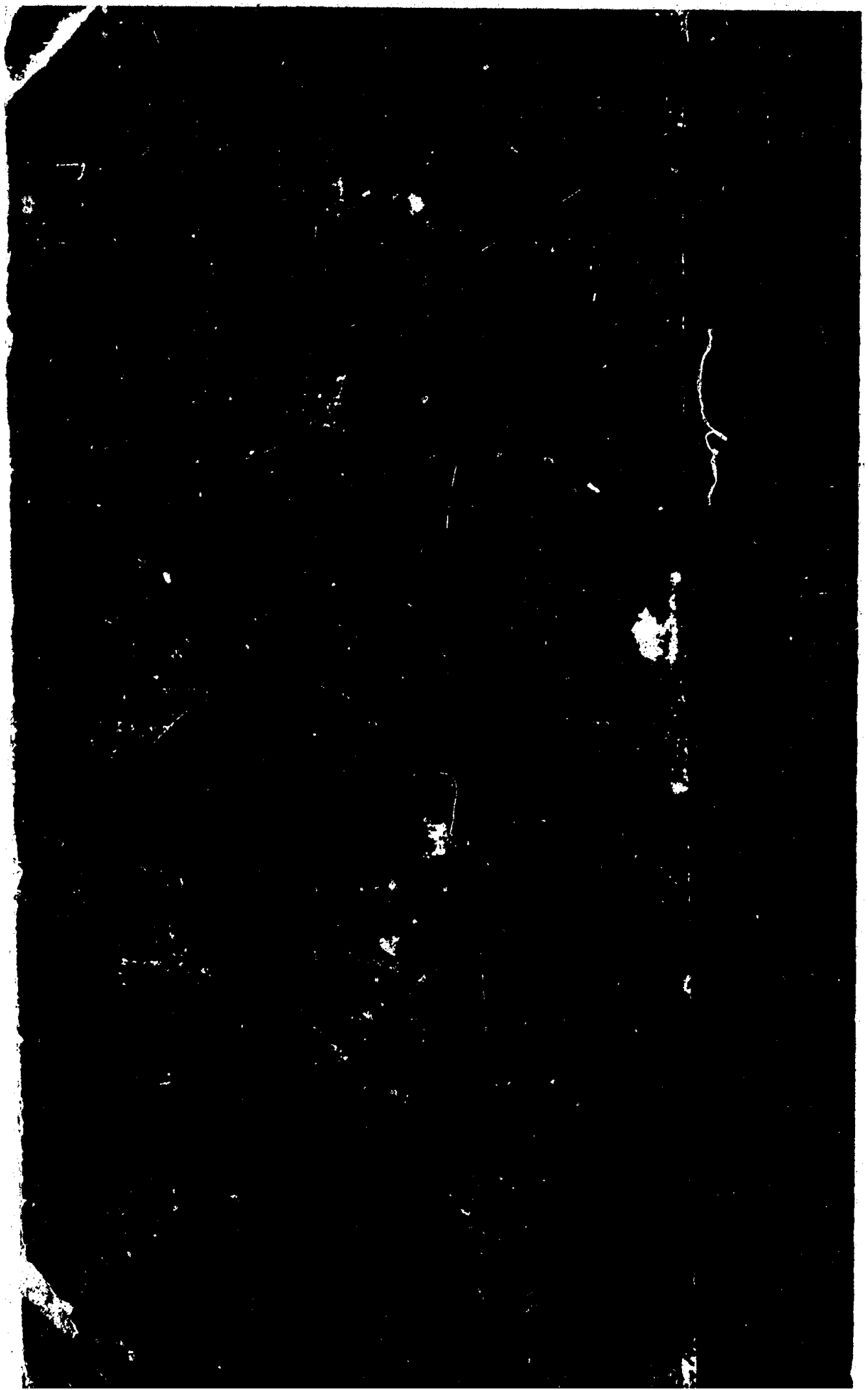
4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

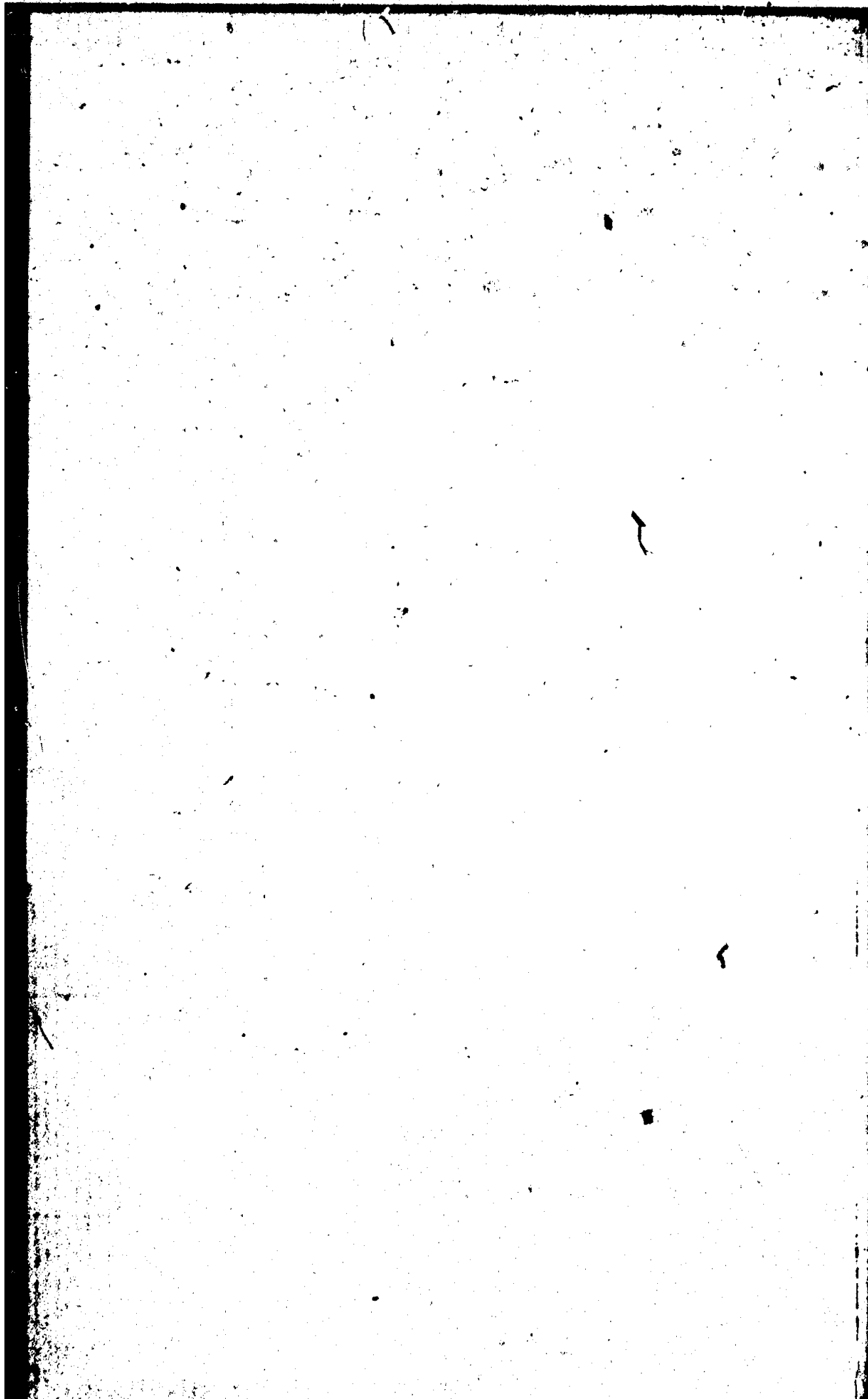
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisationcommerciale@bnf.fr.







JOURNAL
DU
BARON DE GAUVILLE.

33

2

130

Édition tirée à 300 exemplaires.

N°

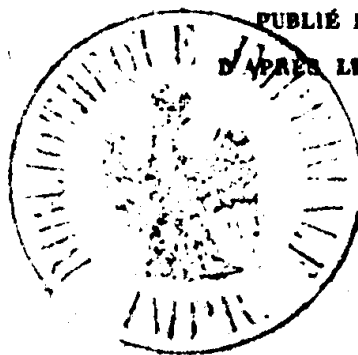
Paris. — Imprimerie de Ad. Lainé et J. Hazard, rue des Saints-Pères, 19.

JOURNAL
DU
BARON DE GAUVILLE

DÉPUTÉ DE L'ORDRE DE LA NOBLESSE

AUX
ÉTATS GÉNÉRAUX

DEPUIS LE 4 MARS 1789 JUSQU'AU 1^{er} JUILLET 1790.

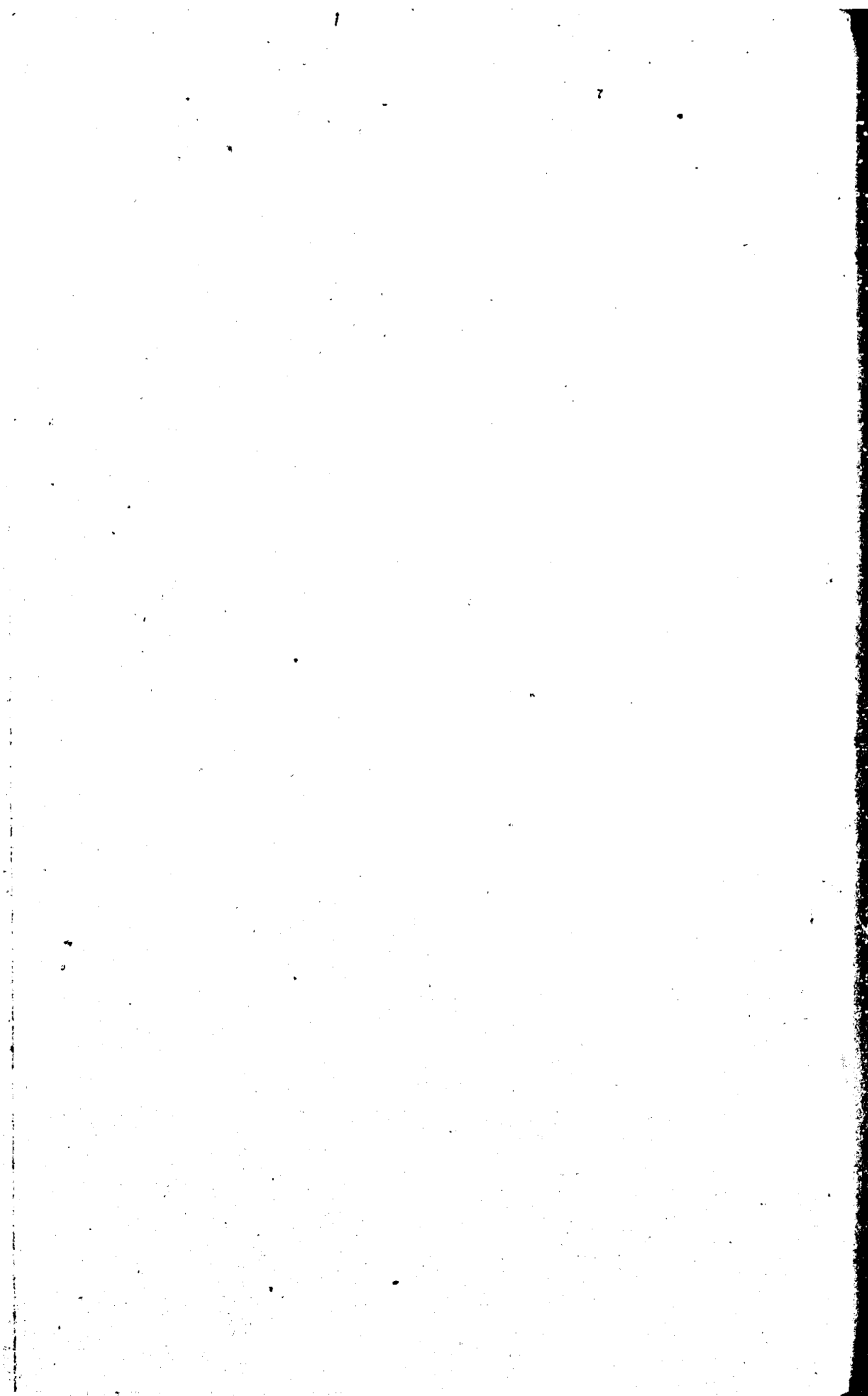


PUBLIÉ POUR LA PREMIÈRE FOIS
D'APRÈS LE MANUSCRIT AUTOGRAPHE.

« Soyons citoyens avant tout : c'est
« le but de notre convocation ; que
« les trois ordres réunissent tous
« leurs efforts pour soutenir le roi
« et le royaume. »

(Préambule du cahier proposé par le
baron de Gauville à l'assemblée du bail-
liage de Dourdan.)

PARIS
GAY, LIBRAIRE-ÉDITEUR
QUAI DES AUGUSTINS, 41
1864



INTRODUCTION.

I.

Louis-Henry-Charles, comte de Gauville, chevalier, seigneur et baron de la Forest-le-Roy, naquit à Orléans, le 14 juillet 1750 ; il était fils de Louis de Gauville, chevalier, seigneur et baron de la Forest-le-Roy, officier au régiment de Normandie, et de Françoise de Chauvroulx ; il entra comme page dans la maison du prince de Condé, le 28 septembre 1763 et en sortit le 7 juillet 1768 avec le brevet de sous-lieutenant dans la brigade de carabiniers du Roi. M. de Gauville, bien jeune encore, épousa, en 1783, M^{lle} de la Plaigne, fille d'un riche colon de Saint-Domingue ; en même temps, il était nommé sous-

lieutenant aux gardes-du-corps, chevalier de Saint-Louis, l'année suivante, et admis le 12 novembre à monter dans les carrosses du roi avec le titre de comte¹. Élu député de la noblesse du bailliage de Dourdan aux États généraux, M. de Gauville y siégea constamment avec la droite, et il y demeura jusqu'au mois de juillet 1790. Sa santé, excessivement ébranlée, le privait fréquemment d'assister aux séances, et sa conscience l'empêchait d'ailleurs de se croire autorisé à prolonger la durée de son mandat sans consulter de nouveau ceux qui le lui avaient confié. M. de Gauville demeura quelque temps encore en France, mais en 1791 il émigra et prit service dans l'armée de Condé, avec laquelle il

¹ La famille Harenc de Gauville est authentiquement connue en Normandie depuis l'époque de la conquête de l'Angleterre, expédition à laquelle prit part un de ses membres. Presque tous ses descendants suivirent la carrière des armes, et l'un d'eux, Guillaume, sire de Gauville, fut fait prisonnier à la bataille de Cocherel, en 1364. Elle a formé plusieurs branches et contracté les plus brillantes alliances. — Armes : *de gueules au chef d'hermine*. (Certificat délivré, le 20 septembre 1763, par le généalogiste des ordres du Roi pour l'entrée de M. de Gauville aux pages du prince de Condé.)

fit la campagne de 1793¹; rentré en 1814 seulement, il obtint le grade de colonel et fut retraité, l'année suivante, comme maréchal de camp honoraire. M. de Gauville se retira à Châlons-sur-Marne : il y fut nommé adjoint au maire, et passa les dernières années de sa vie dans une retraite absolue : il y est mort le 13 juin 1827².

¹ Voici un billet entièrement autographe, que le prince de Condé adressa à M. de Gauville :

« Paris, le 1^{er} octobre 1819. »

« Votre fils m'a remis votre lettre, mon cher Gauville,
« et j'ai été charmé de cette occasion de recevoir de vos
« nouvelles. Malgré tous les tristes événements qui se
« sont passés depuis le temps de notre jeunesse, je n'ai
« point oublié les moments heureux que nous avons
« passés ensemble quand nous ne pensions qu'à courir
« les barres et à nous divertir. Le régiment de votre fils
« vient de partir pour Lille, c'est une bonne garnison et
« un bon climat : j'espère que sa santé s'en trouvera
« bien. J'ai été bien aise de faire sa connaissance. Croyez,
« mon cher Gauville, à l'amitié que j'ai vouée à la fa-
« mille autant qu'à la mienne personnellement pour
« vous.
« L.-H. de BOURBON. »

² M. de Gauville eut plusieurs enfants; un seul des fils fit souche. Il mourut pendant la guerre d'Espagne de 1823, étant chef de bataillon d'infanterie, laissant postérité aujourd'hui subsistante.

Le frère cadet du député aux États généraux devint

II.

M. de Gauville, comme je l'ai dit, appartenait à la droite modérée de l'assemblée des États : c'était un homme éclairé, nullement aveuglé en faveur du passé, mais désireux seulement d'établir un ordre sérieux et durable, et ennemi avant tout du désordre et de la révolution. On jugera, ce me semble, facilement de sa valeur et de son caractère, par ce résumé du cahier qu'il rédigea personnellement et déposa, le 10 mars 1789, sur le bureau de l'assemblée du bailliage de Dourdan, avant qu'on procédât à l'élection :

« Soyons citoyens avant tout, c'est le but de notre convocation : nous avons un Roi bon et loyal, qui nous appelle à son secours, un ministère intègre et vertueux qui nous seconde, oublions en ce moment privilèges, distinctions et préséances; que les trois or-

lieutenant général sous la Restauration, et a laissé deux fils, dont l'aîné, le vicomte de Gauville, est actuellement préfet du Gers. C'est à sa gracieuse amitié que nous devons la communication des mémoires de son oncle.

dres réunissent tous leurs efforts pour soutenir le Roi et le royaume. Les passions, il est vrai, assiègent de toutes parts les princes et leurs ministres, et nos neveux, peut-être moins heureux que nous ne le sommes aujourd'hui, pourraient nous reprocher un jour de n'avoir pas arrêté le cours des séditions, tandis que le pouvoir nous en était donné. Jurons donc, pour la tranquillité de notre bon monarque, pour notre sûreté particulière et pour le bonheur de tous, de ne payer aucun impôt, de ne souffrir aucun emprunt, aucun attentat à la liberté individuelle sans le consentement de la nation assemblée, ni sans la sanction des lois qu'elle aurait approuvées. Jurons enfin de payer ces mêmes impôts sans distinction d'ordre et en raison de nos propriétés respectives. Après quoi, concourons de tout notre pouvoir à ce que le déficit soit constaté, réglé, arrêté; qu'il y ait une caisse d'amortissement destinée uniquement à le combler; qu'elle soit confiée à l'homme que la nation en croira le plus susceptible; qu'il rende compte annuellement à la Chambre

des comptes, et celle-ci aux États généraux, afin que l'impôt nécessaire soit le plus doux pour les particuliers, le plus avantageux aux créanciers et le moins à charge à l'État. Insistons sur la fixation des dépenses de chaque département, afin d'établir en conséquence des contributions permanentes et proportionnelles ; mais, en attendant, il me paraît indispensable de faire un effort momentané pour remettre les choses au courant. Je crois donc qu'un impôt individuel réparti en raison cumulée du nombre de domestiques, de chevaux, de cheminées, de la capitation et des vingtièmes, à la rigueur, et sans aucune exception, serait, pour une seule fois seulement, le plus prompt et le plus facile. La perception s'en ferait dans chaque communauté avec plus de confiance par les députés qu'elle a choisis, lesquels en verseraient le montant dans la caisse de leur bailliage, confiée aux députés dudit bailliage, pour être versé par eux dans la caisse d'amortissement. Ce moyen simple pourrait éclairer sur les différents changements que l'on désire apporter dans les di-

verses charges qui nous oppressent. Il serait donc à désirer que pour opérer avec fruit et ne rien précipiter, on ne s'occupât cette année que des finances et de l'impôt, qu'on indiquât de seconds États généraux l'année prochaine, à la même époque : on pourrait, par ce moyen, y mettre à profit les connaissances acquises dans la première assemblée nationale et travailler alors plus efficacement à la rédaction d'un code civil et criminel, aux lois relatives à la justice, police, administration, enfin à la refonte et l'unité des différentes coutumes ; ces premiers états-ci devant s'attacher principalement à concilier les esprits égarés, à adopter un ordre immuable pour la convocation, la règle et la délibération des assemblées périodiques, et à préparer les grands objets qui seraient déterminés en 1790, afin que les bons esprits s'en occupassent dans l'intervalle. »

Louis de Gauville émet, après cette rapide profession de foi, son avis sur les principales réformes réclamées par la majorité des assemblées électorales locales : il se prononce pour

l'égalité répartition des impôts, mais en les réduisant à deux formes uniques, l'impôt réel et l'impôt personnel ; pour le maintien de la noblesse¹, mais sans ses privilèges matériels ; contre le champart ou impôt territorial ; contre la dîme, qui établit partout une guerre ouverte entre le décimateur et le décimé ; pour un impôt proportionnel à l'égard du droit de chasse et de colombier ; contre les banalités, corvées et autres droits de servitudes ; contre la mendicité, moyennant l'observation d'une série de mesures préventives ; pour la suppression des juridictions subalternes, de la vénalité des charges, mais pour le maintien des justices seigneuriales ; pour la suppression des municipalités rurales, et pour la création d'une municipalité centrale par bailliage où chaque paroisse serait représentée par deux députés.

« Si dans les temps où nos ancêtres avaient tous la flèche à la main, dit M. de Gauville en

¹ « Point de société, dit-il, sans qu'il n'y ait pères et enfants, commandants et commandés, maîtres et serviteurs ; point de monarchie sans préséance : l'égalité des conditions est aussi impossible que la ressemblance parfaite. »

finissant, les terrains que nous possédons aujourd'hui étaient au premier occupant; si après les avoir occupés les premiers, ils les ont concédés en tout ou en partie à la charge de cens, champart, lods et ventes, retrait, banalité, corvées, pigeons, chasse, etc.; s'ils ont pris dans cet état le nom de fief; si alors les concessionnaires ou vassaux se sont obligés envers leurs nobles et seigneurs de les suivre à la guerre et de leur fournir ce qui était nécessaire pour faire la campagne; si par la suite, aimant mieux cultiver leurs champs, ils avaient consenti à contribuer aux frais de cette même guerre qu'ils supportaient ci-devant seuls, et à l'entretien des troupes qui devraient les remplacer, en fixant des appointements aux chefs et aux soldats; si ces chefs ou nobles, nés soldats, toujours prêts à marcher pour la défense commune, et fidèles à leur profession au point de n'en pouvoir embrasser d'autres, ont joui jusqu'ici de ces clauses d'une convention réciproque, clauses sanctionnées dans plus d'une assemblée générale, je le demande au tiers-état lui-même,

aux descendants de ces premiers concessionnaires, y a-t-il de propriété plus sacrée ? Mais si ces deux ordres voulant se donner aujourd'hui des preuves d'une estime mutuelle, l'un des deux consentait à soulever le fardeau qui oppresse l'autre, celui-ci pourrait-il en profiter pour l'écraser, lorsque toutes ses facultés lui restent ? Je ne le crois pas¹. »

¹ Les membres de l'assemblée de la noblesse du bailliage de Dourdan, siégeant le 29 mars 1789, étaient : MM. le marquis de Saint-Germain d'Apchon, Recout, le marquis de Charville, le comte de Tilly, le baron de Gauville, Des Roys du Roure, Lienard du Colombier, Pajot de Juvisy, secrétaire, Pajot fils, Broglie, prince de Revel, grand bailli et président, le marquis de Gouvernet, de Prunelet, le comte de Lally-Tollendal, le prince de Rochefort, M^{me} de la Briche. — Voici la partie du cahier adopté, relatif à la noblesse : « que les charges purement vénales n'anoblissent plus^{*}, » « un seul ordre de noblesse jouissant des mêmes droits^{**}, » « que le commerce ni aucun emploi civil ne dérogent plus, pourvu que cet emploi ne fût pas servile^{***}, » « que la noblesse soit le prix des seuls services distingués en tout genre^{****}. »

* M. de Gouvernet.

** L'unanimité des membres.

*** M. de Prunelet.

**** M. d'Apchon.

III.

Ces notes prouveront une fois de plus, j'espère, la vérité si éloquemment établie par M. de Tocqueville, dans son remarquable ouvrage intitulé *l'Ancien Régime et la Révolution*, et par M. Léonce de Lavergne, dans ses études sur les *Assemblées provinciales en France avant 1789*, — que la révolution proprement dite, la révolution terrible et néfaste n'a rien conquis du tout et a bien au contraire gravement compromis le sort de ce qu'on est convenu si improprement de nommer les conquêtes de 89. La France aurait pu incontestablement obtenir la réforme, qu'elle souhaitait avec justice et raison, sans l'effroyable secousse qui a mis son existence en péril et dont elle souffre encore aujourd'hui, sans qu'elle puisse seulement prévoir le moment où cessera l'ébranlement social causé par la Révolution terroriste. Louis XVI avait

sincèrement compris ce qu'il fallait au pays, et il suffit de lire les études de M. Léonce de Lavergne, pour reconnaître qu'avec un peu de patience et un concours loyal, on aurait obtenu sans commotion ce changement social si impérieusement réclamé par le progrès des idées et le travail des esprits. En 1788, la vraie révolution, celle que je nommerai volontiers la révolution légale, était faite : ce résultat avait été obtenu aisément et sans secousse par le travail des assemblées provinciales ; en Franche-Comté et en Bretagne seulement la lutte durait encore, mais on prévoyait déjà facilement le triomphe assuré du tiers-état. « Partout, écrit M. de Lavergne, l'autorité royale avait pris l'initiative, et une grande partie de la noblesse et du clergé avait répondu à son appel. Les noms des ordres subsistaient encore, mais les noms seulement. Je ne veux pas dire par là qu'il fût possible d'éviter la révolution ; ces faits semblent plutôt prouver le contraire, puisqu'ils n'ont pu l'empêcher, et qu'ils ont même contribué à la rendre plus prompte et plus

générale. La haine et le mépris amassés dans le cœur par plus d'un siècle de gouvernement absolu, les convoitises qu'excitaient les biens de la noblesse et du clergé, l'ignorance et la fureur des uns, l'inexpérience et la faiblesse des autres, les illusions de tous rendaient à peu près inévitable cette terrible commotion. Je veux dire seulement qu'au lieu d'accélérer la marche de la société moderne, elle l'a retardée probablement au moins d'un quart de siècle. Les conquêtes véritablement légitimes, celles qui ont survécu, étaient presque toutes obtenues dès les premiers mois de 1789, et avec elles, d'autres qui nous manquent encore, et nous manqueront peut-être longtemps. Quoiqu'il en soit, il demeure maintenant prouvé que les ordres privilégiés ont donné le signal des réformes; même quand le dernier mot, le mot fatal, a été prononcé, c'est encore un noble et un prêtre qui l'ont dit, Mirabeau et Sieyès. »

On jugerait bien mieux de l'état des esprits dans les classes privilégiées, si l'on voulait se donner la peine d'étudier avec un peu de soin

les cahiers que leurs membres ont présentés¹ : ceux de l'ordre de la noblesse notamment. On ne sait pas assez à quel point, comme l'a dit M. de Tocqueville, les nobles de 1788 sont bien de leur temps : « Ils en ont l'esprit, ils en emploient très-couramment la langue. Ils parlent des *droits inaliénables de l'homme, des principes inhérents au pacte social*. Quand il s'agit de l'individu, ils s'occupent d'ordinaire de ses droits, et quand il s'agit de la société, des devoirs de celle-ci. Les principes de la politique leur semblent aussi *absolus que ceux de la morale, et les uns comme les autres ont pour base commune la raison*. Veulent-ils abolir les restes du servage, *il s'agit d'effacer jusqu'à la dernière trace de la dégradation humaine*. Ils appellent quelquefois Louis XVI un *roi citoyen*, et parlent

¹ M. Chassin vient précisément de faire ce travail sous le titre de : *les Élections de 1789*. Mais son livre, excessivement curieux dans ses détails, est écrit dans un sens absolument différent de celui suivi par M. de Lavergne. Un homme sérieusement impartial ne saurait hésiter entre ces deux systèmes, et ne pas approuver complètement celui qu'a adopté le savant académicien.

à plusieurs reprises du crime de *lèse-nation*, qui va leur être si souvent imputé. A leurs yeux, comme aux yeux de tous les autres, on doit tout se promettre de l'éducation publique, et c'est l'État qui doit la diriger. *Les États généraux*, dit un cahier, *s'occuperont d'inspirer un caractère national par des changements dans l'éducation des enfants.* Comme le reste de leurs contemporains, ils montrent un goût vif pour l'uniformité de législation, excepté pourtant dans ce qui touche à l'existence des ordres. Ils veulent l'uniformité administrative, l'uniformité des mesures, et, autant que le tiers-état, ils indiquent toutes sortes de réformes et veulent que ces réformes soient radicales. Suivant eux, tous les impôts sans exception doivent être abolis ou transformés; tout le système de la justice changé, sauf les justices seigneuriales, qui ont seulement besoin d'être perfectionnées. Pour eux comme pour tous les autres Français, la France est un champ d'expérience, une espèce de ferme-modèle en politique, où tout doit être retourné, tout

essayé, si ce n'est un petit endroit où croissent leurs privilèges particuliers ; encore faut-il dire à leur honneur que celui-là même n'est guère épargné par eux. »

IV.

Rien en effet n'est plus curieux et plus instructif que la lecture de ces cahiers où chaque ordre dans chaque bailliage déposait ses doléances et ses observations. La noblesse de province ne ressemblait pas à celle de la cour : généreuse de son sang et de sa fortune, modestement dévouée, sans ambition, sinon d'obtenir cette croix de Saint-Louis, que les plus heureux de ses membres rapportaient au manoir paternel, avec le brevet de capitaine, de mœurs pures, la noblesse de province conservait les traditions respectables sans demeurer, comme on l'a trop répété d'ailleurs pour que cela soit vrai, embourbée dans une déplorable routine. On le voit facilement par ces mêmes cahiers où l'on reconnaît au contraire un progrès incontestable dans les idées, et qui, rédigés en pleine liberté, au milieu de

la plus grande publicité, longuement discutés entre les intéressés et mûrement réfléchis par leurs rédacteurs¹, représentent réellement et sincèrement l'esprit du temps, et constituent une réponse sérieuse et nette à la demande sérieuse et nette posée par le Gouvernement. Que voit-on, en effet, dans l'ensemble des cahiers?

Déclaration des droits de l'homme, constatant leur liberté et leur sûreté individuelle;

Abolition absolue du servage en France; recherche des moyens de détruire la traite et l'esclavage des nègres; réforme du règlement de police en vue de la liberté individuelle; suppression des prisons d'État; des lettres de cachet; des ordres arbitraires quant aux arrestations; recherche des moyens pour assurer la liberté individuelle dans les enrôlements; tirage au sort; faculté de rachat pour le service militaire; inviolabilité absolue de la propriété; indemnité dans les cas d'expropriation pour cause d'utilité publique; sup-

pression de la confiscation ; liberté du commerce et de l'industrie ;

Liberté de conscience, la religion catholique demeurant cependant la religion d'État ;

Liberté de la presse sous les réserves nécessaires ;

Inviolabilité des correspondances transmises par la poste ;

Extension à donner à l'instruction publique ;

Amélioration de la situation des classes ouvrières et indigentes ;

Suppression de la corvée, et de la plupart des droits féodaux ; extension des établissements industriels dans les campagnes ; encouragement à l'agriculture ; établissement de petits hôpitaux ruraux, de chirurgiens et de sages-femmes dans les villages ;

Maintien du clergé et de la noblesse comme ordres distincts ; suppression des anoblissements à prix d'argent et par acquisition de charges ; recherche sévère des faux nobles ;

Suppression de la vénalité des charges de magistrature ; accession de tous les citoyens à ces places ; accession de tous aux grades

militaires, tout en maintenant aux nobles la faculté d'entrer d'emblée comme officiers, dans une certaine proportion ;

Révision du système des pensions ; prohibition du cumul ; suppression des survivances ; comité consultatif éclairant le souverain pour la distribution des bénéfices ecclésiastiques ; suppression des exemptions d'impôt dont jouit le clergé ; réforme des ordres monastiques ;

Réglementation sévère des dîmes (quelques bailliages proposèrent la suppression) ;

Reconnaissance pour tous des droits d'élire et d'être élu, chacun dans son ordre ;

Maintien de la constitution monarchique avec l'établissement de lois fondamentales expliquant et garantissant les droits de la nation ; réunion des États généraux à dates fixes ; constitution d'assemblées électives par province, par district et par paroisse ; attribution aux assemblées provinciales de l'administration de la province ; attribution aux États de toute la gestion financière, quant à la réglementation de l'impôt et des emprunts

et à la perception ; inamovibilité des juges
sinon par décision des États.

V.

Tels sont les traits principaux des plans du
Gouvernement souhaité par la noblesse en
1788, et l'on se demande si réellement il y
avait besoin de l'effroyable tempête qui a
bouleversé notre France pour obtenir un ré-
sultat que Louis XVI, tout le premier, désirait
sincèrement atteindre ; on se le demande sur-
tout quand on a lu les belles études de M. de
Lavergne sur les Assemblées provinciales, sur
ces assemblées qui ont précédé nos conseils
généraux, et qui, très-vraisemblablement,
auraient suffi pour accomplir cette révolution
pacifique, honnête et désirable, qui aurait fait
notre pays grand, sans lui infliger une tache
déplorable.

On a cru en 1789, et on se figure encore
aujourd'hui, que la société qui allait sortir de
la Révolution devait rompre brusquement avec
la société de l'ancien Gouvernement. On s'est

étrangement trompé, et, bien au contraire, nos pères ont retenu de l'ancien régime la plupart des sentiments, des idées, des habitudes, des errements enfin : dans l'édifice qu'ils ont cru construire avec des matériaux entièrement neufs, ils ne se sont pas aperçus qu'il y avait de nombreux fragments portant des traces de la sculpture ancienne. « Vous vouliez corriger les abus de votre Gouvernement, dit Burke ; mais pourquoi faire du nouveau ? Que ne vous rattachiez-vous à vos anciennes traditions ? Que ne vous borniez-vous à reprendre vos anciennes franchises ? Or s'il vous était impossible de retrouver la physionomie effacée de la constitution de vos pères, que ne jetiez-vous les regards de notre côté ? Là vous auriez retrouvé l'ancienne loi commune de l'Europe. » Mais justement la Révolution ne voulait pas de cette ancienne loi commune des nations : elle crut devoir radicalement innover, et il est arrivé qu'elle a simplement rhabillé beaucoup d'institutions, en supprimant certainement beaucoup d'abus : mais, sans elle, avec la marche des choses telle que le mouvement

des assemblées de 1788 la rendait inévitable, tout cela ne serait-il pas arrivé naturellement ?

« A mesure que j'avance dans mon étude, remarque M. de Tocqueville, je m'étonnais en revoyant à tout moment, dans la France de ce temps, beaucoup de traits qui frappent dans celle de nos jours. J'y retrouvais une foule de sentiments que j'avais crus nés de la Révolution, une foule d'idées que j'avais pensé jusque-là ne venir que d'elle, mille habitudes qu'elle pense nous avoir seule données : j'y rencontrais partout les racines de la société actuelle profondément implantées dans ce vieux sol. Plus je me rapprochais de 1789, plus j'apercevais distinctement l'esprit qui a fait la révolution se former, naître et grandir. Je voyais peu à peu se découvrir à mes yeux toute la physionomie de cette révolution. Déjà elle annonçait son tempérament, son génie : c'était elle-même. Là, je trouvais non-seulement la raison de ce qu'elle allait faire dans son premier effort, mais plus encore peut-être l'annonce de ce qu'elle devait fonder à la longue ; car la Révolution a eu deux phases

bien distinctes : la première, pendant laquelle les Français semblent vouloir tout abolir dans le passé ; la seconde, où ils vont y reprendre une partie de ce qu'ils y avaient laissé. Il y a un grand nombre de lois et d'habitudes politiques de l'ancien régime qui disparaissent ainsi tout à coup en 1789 et qui se remon- trent, quelques années après, comme certains fleuves s'enfoncent dans la terre, pour repa- raître un peu plus loin, faisant voir les mêmes eaux à de nouveaux rivages. »

VI.

Je sais que l'opinion que je développe sommairement ici rencontrera de nombreuses oppositions, surtout de la part de cette coterie, vieille à peine de quatre ou cinq ans, qui a entrepris la réhabilitation de la révolution sanglante et de ses bourreaux. En voulant trop obtenir, on est tombé dans un excès qui est infiniment plus préjudiciable à l'époque défendue par ces historiens, que si l'on gardait un silence prudent, et même que

si l'on en reconnaissait franchement les excès et les aberrations.

Depuis quelque temps, nous avons vu successivement peindre un vénérable Carnot, un énergique Joseph Lebon, un aimable Saint-Just, d'admirables Girondins et un excellent Danton : antérieurement un grand poète nous avait montré un doux Robespierre. On se demande vraiment si l'on veille quand on lit de pareils ouvrages, ou si l'on est en proie à un horrible cauchemar, car involontairement les biographes, se laissant sans doute entraîner par les passions de ceux dont ils écrivent la vie, en arrivent à croire, de bonne foi, je l'espère, ce que les plus exaltés débitaient jadis. Je ne leur oppose pas les ouvrages écrits récemment dans un sens contraire, mais bien seulement les documents originaux publiés dans ces livres, documents dont tout le monde est à même de constater l'authenticité, et je demande si, après en avoir pris connaissance, un homme peut encore avoir le courage de glorifier et même d'excuser les crimes de ces révolutionnaires,

de ces bourreaux, veux-je dire, car je ne veux pas faire aux révolutionnaires l'injure de les comparer à ces monstres.

Un de ces auteurs termine sa préface en déclarant espérer que d'autres continueront cette tâche de glorification, et que la lumière sera répandue sur cent points encore : « Alors, soyons-en sûrs, viendra le Tacite de la révolution française, et la postérité verra s'élever l'édifice tant attendu. » Sans doute que d'ici là nous lirons les apologies de ces bons citoyens Couthon, Chabot, Fouquier-Tinville et des autres. Au dix-septième siècle, un académicien lettré et aimable, essentiellement honnête, comme on disait alors, avait entrepris de nombreuses traductions des auteurs latins, et tout le monde en goûtait l'élégance ; seulement le texte était peu soigneusement suivi, et, à la fin, on n'appela les traductions de Perrot d'Ablancourt que les *belles infidèles*. Les biographies des héros de la Terreur ont produit un effet analogue ; la lecture en est presque agréable, mais ne méritent-elles pas de porter le nom de *laides infidèles* ?

Si cependant au premier abord ma thèse soulève un certain étonnement, il sera de courte durée près de ceux qui voudront se donner la peine de réfléchir un peu sérieusement au lieu de s'en tenir aux déclamations de ceux-ci et aux lieux communs de ceux-là. La révolution devait arriver, mais elle pouvait arriver sans son funèbre cortège. Il me semble que les notes du baron de Gauville, recueillies certainement sans parti pris, surtout sans projet de publicité, par un gentilhomme honnête et éclairé, peuvent donner une idée exacte de la situation des esprits, démontrer surtout qu'on ne voulait plus à ce moment des concessions, si libérales cependant, auxquelles les deux premiers Ordres souscrivaient volontiers. Les agents de la Terreur avaient déjà pris la place des amis de la révolution sage, et ils cherchaient uniquement à propager le désordre et à rendre tout accord impossible.

On suit jour par jour ce travail dans les notes de M. de Gauville : on voit la mauvaise foi insigne de ces hommes, qui n'avaient

qu'une crainte, celle d'obtenir ce qu'ils demandaient, qui s'entendaient si merveilleusement à tout troubler, et savaient, même quand on cédait à leurs menaces, prouver à la foule que les ordres privilégiés s'obstinaient plus que jamais et augmentaient d'heure en heure les périls de la patrie. C'est à ce point de vue que le *Journal* du baron de Gauville m'a paru particulièrement intéressant et neuf, et qu'il frappera, je l'espère, plus d'un homme sérieux.

Nous connaissons maintenant ce manège, consistant à demander des réformes qui paraissent exagérées, même à ceux qui les sollicitent : si le gouvernement incriminé les accorde, on crie alors à la trahison, on prétend que les concessions sont déloyalement faites, que les promesses ne sont pas tenues, et la lutte recommence. Aux États généraux, les choses se sont passées peut-être plus brutalement encore ; au début, on a pu suivre ces errements, mais ils ont paru bientôt trop respectueux, et l'on a procédé par l'intimidation et par la violence. Les croquis des séances, tracés

par M. de Gauville, sont excessivement précieux, et me paraissent apporter incontestablement un document important de plus à l'histoire de la révolution. Dans tous les cas, ces notes me semblent démontrer plus clairement encore que la révolution violente a fait du mal à la révolution véritable, et que sans elle la somme des conquêtes que nous lui devons serait certainement plus considérable. « 1789 n'était pas dans l'origine une révolution ; si les admirables cahiers de cette époque eussent été mis en action par la convocation des États généraux, ils se seraient opposés à cet esprit révolutionnaire qui envahissait les faits comme les esprits ; nous n'aurions eu qu'une régénérescence pacifique sans catastrophe et sans bouleversement¹. »

ÉDOUARD DE BARTHÉLEMY.

Paris, 23 février 1864.

(1) Introduction aux *Mémoires du duc de Doudeauville*, par M. F. Claude, t. I, 1861.

JOURNAL

DU

BARON DE GAUVILLE.

J'étais tranquille dans mes foyers, faisant valoir le bien de mes pères et de mes enfants, lorsque la convocation des États généraux se fit entendre; bientôt je reçus deux assignations pour comparaître, comme noble, aux assemblées des bailliages d'Étampes et de Dourdan, dans lesquels je possédais des fiefs. Je m'occupai dès lors des vœux que j'aurais à émettre, et je puis dire avec vérité que j'y portai un esprit de justice, de désintéressement et de patriotisme. Je m'instruisis autant que je pus, dans l'histoire même de la monarchie française, des droits du roi, des devoirs du peuple, et j'arrivai au bailliage d'Étampes.

Je représentai au secrétariat de l'ordre de la

noblesse l'énumération des abus venus à ma connaissance, et les améliorations que je croyais faisables, et pour que le lecteur connaisse quelle était alors la façon de penser des gentilshommes de province, on trouvera mes réclamations à la fin de ce volume, à la note seconde; telle qu'elle fut paraphée par le secrétaire.

Des commissaires furent nommés pour la rédaction des cahiers, et la lecture en fut faite, mais celui de la noblesse du bailliage d'Étampes m'ayant paru contenir plus de choses vagues, de suppliques et de doléances que de moyens d'exécution, et ne voulant de bonne foi signer que ce qui tendrait efficacement à réformer des abus, que les écrits du jour ne cessaient de faire tinter à mes oreilles, je me déterminai à aller concourir à la rédaction de celui du bailliage de Dourdan, dont les assemblées avaient été retardées. Je fus un des trois commissaires nommés à cet effet avec M. le marquis d'Apchon, homme plein de vertu et extrêmement attaché à tous ses devoirs, et avec M. le prince de Revel, grand bailli d'épée, jeune homme d'un esprit vif, qui témoignait autant de défiance de M. Necker que je le croyais alors vertueux; mais son caractère était tempéré par la douce persuasion de madame

la princesse de Revel, la femme la plus estimable; je me plais à leur rendre ici la justice qu'ils étaient tous les trois également transportés de l'amour du bien public: aussi notre cahier se fit-il avec autant d'accord que de bonne volonté, malgré la peine qu'avait le jeune prince à consentir à des sacrifices qui, selon lui, étaient en pure perte.

Enfin ce cahier fut soumis aux lumières de la noblesse assemblée; le comte de Lally-Tolendal et le marquis de Gouvernet, qui en étaient membres en vertu de procurations abusives, engoués des cahiers communs aux trois ordres et imbus de principes que nous n'adoptions pas, parvinrent à faire changer ou retrancher plusieurs articles utiles. Ils y en substituèrent de plus éloquents sans doute, mais j'ose dire que l'essentiel, le gros bon sens, enfin ce qui tendait à mettre en garde contre les passions qui agitent toujours les grandes assemblées, fut altéré ou rejeté; néanmoins ces deux messieurs n'eurent aucune voix lors des élections, et je dus ici répondre à M. de Lally qui s'en plaignait dans les assemblées de Paris, après avoir, disait-il, rédigé seul les cahiers de la noblesse de Dourdan, qu'il en avait à la vérité changé l'esprit, mais que tout n'était pas de lui, ainsi qu'on peut le voir dans

la note III, avec ce qui y appartient véritablement à chacun de ses membres.

Cependant les commissaires des trois ordres furent chargés de se les communiquer respectivement, et j'aime à affirmer ici que ceux du tiers état ne nous témoignèrent pas cet esprit d'indépendance, ces plaintes, ces vexations qu'on leur a supposés partout, et qu'ils ne demandaient en général que la réforme des abus que les autres ordres connaissaient; ils trouvèrent seulement que M. l'abbé Béchaut, au nom du clergé, tenait un peu à ses immunités. Le jour du scrutin arriva: j'eus quelques voix au premier scrutin, le marquis d'Apchon eut la pluralité; j'en eus un nombre égal à lui au deuxième scrutin; au troisième j'obtins la majorité, et j'avoue que j'en fus aussi étonné qu'ému, car, quoique servant à la cour en qualité d'officier des gardes-du-corps de monseigneur le comte d'Artois, je n'étais ni intrigant ni courtisan. Un fait peut donner une idée de mon caractère. On m'avait persuadé, en 1785, que pour l'intérêt de ma place et celui de ma famille, je devais profiter des grâces honorifiques offertes aux anciennes maisons. Je fis mes preuves et fus admis à monter dans les carrosses du roi, mais à peine en fus-je descendu que je montai dans le carrosse de

voiture pour m'en retourner chez moi, et je n'avais point fait ma cour au roi depuis cette époque.

J'arrivai à Versailles pour la procession du 4 mai. J'y fus placé à mon rang de bailliage et vêtu d'un costume à la Henri IV, lequel, quoiqu'un des plus simples, me revint à 1,300 liv. Arrivé à l'église Saint-Louis, j'y fus témoin des discussions qu'éleva le troisième ordre pour s'emparer des bancs des deux premiers : il semblait qu'il y eût déjà un parti pris pour subvertir les bases de la monarchie française. M. l'évêque de Nîmes y prononça un discours plus spirituel qu'analogue à la circonstance ; la présence du roi ne calma pas beaucoup les murmures, et je m'en retournai consterné sur les effets d'une telle exaltation.

Le cinquième, je fus plus touché de la bonté du roi dans son discours à l'ouverture des États que de la politique de M. Necker, qui, dans le sien, parcourut tous les extrêmes sans rien apprendre ni sans rien déterminer.

Le sixième j'arrivai dans la chambre de la noblesse, muni d'un portefeuille de poche avec encre et papier, lequel ne m'a pas quitté depuis, et m'a constamment servi à écrire tout ce qui se passait.

Le 5 juin, la chambre de la noblesse se trouva

diversement agitée par le plan de conciliation offert au nom du roi : les uns étaient fâchés qu'il pût servir à un rapprochement, et de ce nombre étaient ceux qui, jugeant déjà les intentions du troisième ordre, pensaient que l'existence d'États généraux ainsi organisés était impossible; d'autres, par les entraves qu'ils avaient mises jusqu'alors au travail, semblaient vouloir tout annuler, et j'avoue que de ce nombre me parurent plus particulièrement les membres des parlements; d'autres enfin pensaient qu'avec des gens de bonne foi, il y a toujours lieu à un rapprochement, et c'est ce qui détermina mon avis en faveur de l'admission pure et simple du plan de conciliation offert par Sa Majesté, puisqu'il permettait à la noblesse toute réserve, et qu'il ne devait être que provisoire. Je fus donc et pour cette fois seulement du parti de la minorité : aussi monseigneur le comte d'Artois auquel j'avais alors l'honneur de faire quelquefois ma cour, me reprocha-t-il d'en avoir été. Je lui répondis qu'un moyen offert par le roi ne pouvait, sans injustice, être soupçonné d'altérer ses droits et ceux de la noblesse : c'était en public. Le prince n'insista pas, mais je sentis dès lors que je ne devais pas être soupçonné de venir puiser chez lui ce qui devait diriger ma façon de pen-

ser. Je n'y retournai donc plus dès ce moment, malgré les instances de M. le prince d'Hénin, auquel je fis part de mes réflexions, mais qui, à cet égard, était encore plus exalté que monseigneur le comte d'Artois.

Le 10, il me parut moins dangereux relativement à la nomination d'un président de fixer le temps de son existence, sauf à le renouveler, afin de ne pas lui laisser prendre un trop grand empire sur la chambre. Mais je m'opposai à ce qu'on fit un métier d'être orateur, ayant toujours pensé que l'éloquence, dans les assemblées, était l'arme la plus dangereuse dont la séduction peut se servir.

Le 12, je donnai mon suffrage à M. le duc de Luxembourg pour la présidence qu'il obtint. Je crus trouver en lui un homme d'esprit et de caractère.

Le 23. Arrivé à la salle du clergé où les deux premiers ordres étaient assemblés pour passer dans celle des états généraux, M. de Lally me dit tout bas : — Tout est perdu. — Qu'est-il arrivé? — On est parvenu à changer tout le plan de M. Necker, et la déclaration du roi ne peut pas être prononcée telle qu'elle va être prononcée; chacun de nous fut placé avec beaucoup d'ordre. Le discours du roi déplut fort au tiers état : il le témoigna hautement à

diverses reprises, et je dois à la vérité de dire que les deux premiers ordres mirent plus de discrétion à la lecture des choses qui les flat- taient davantage.

Le 26. La consternation était générale dans la chambre de la noblesse; elle venait d'ap- prendre la défection de ses membres. Je fus donc avec la majorité de l'avis d'accepter promptement la déclaration du roi, et de lui envoyer de suite l'arrêté, ainsi qu'aux deux au- tres ordres.

Le 27, l'Assemblée était dans une grande impatience de voir son président de retour de chez le roi. Mais cette impatience se ~~changea~~ changea en humiliation, lorsqu'elle vit que le roi l'a- bandonnait. Mais la lettre de monseigneur le comte d'Artois, mais la seconde lettre du roi nous atterrèrent, et je fus plutôt conduit dans la salle commune que je n'y allai véritablement.

Le 30, je déposai une déclaration pour dé- clarer que mon mandat m'interdisait de déli- bérer aux États du moment où le vote par tête était admis : acte m'en fut donné. Il y eut tous les jours, jusqu'au 9, assemblée dans la cham- bre de la noblesse. Les invitations en étaient faites par un petit imprimé qu'on donnait à chaque député en sortant de l'assemblée géné- rale, et qui était conçu en ces termes : « M. le

« duc de Luxembourg, président de l'ordre de
« la noblesse, vous invite à vous rendre tel jour
« à la salle ordinaire de l'ordre, à telle heure. »

— Mais le nombre de membres diminuait tous les jours, au point que de cent cinquante-huit qu'il était le 3 juillet, le 9, à six heures du soir, il n'y avait plus que quatre-vingts membres, quoiqu'on eût prévenu qu'il y aurait un appel.

Dès le surlendemain de la réunion, M. Guilotin, chargé de la distribution des bureaux, avait pris sur lui de disposer de la chambre de la noblesse pour en établir un; mais il fut si bien reçu en ma présence de la part de M. le vicomte de la Châtre, qui le traita mieux qu'un nègre, qu'il laissa là les dimensions, et descendit l'escalier quatre à quatre. D'après cela, M. de Luxembourg fit fermer la porte en disant que *la noblesse n'avait point renoncé au droit de s'assembler*. On prit successivement plusieurs arrêtés dans ces assemblées particulières, entre autres un arrêté conservatoire des droits de l'ordre de la noblesse, ainsi que de la distinction légale des trois ordres. On avait envie que chaque membre le signât, mais il fut convenu qu'il serait seulement signé du président, afin que la défection de la chambre parût moins authentique.

La chambre qui ne pouvait plus compter sur la protection du roi, et qui commençait à douter de l'adhésion de chacun de ses membres dont le nombre diminuait tous les jours, trouvant même des difficultés à se réunir autant par les entraves que l'on mettait à leur rassemblement que par les insultes journalières qu'ils recevaient tant en entrant qu'en sortant du lieu des séances, finit par se dissoudre insensiblement faute de combattants.

Le 2, j'étais donc réduit à voir adopter dans l'assemblée générale les principes les plus destructifs, sans pouvoir même y opposer mon suffrage, n'ayant plus que voix consultative (1). Je fus occupé dans cette séance, de concert avec les moins exaltés, à calmer ceux de la noblesse qui étaient irrités des discours des Mirabeau, des Bouché, des Volney, des Mounier, et je fus témoin de la manière dont M. Guillo-tin fut reçu par M. le vicomte de la Châtre dans les escaliers qui conduisaient à la salle de l'ordre de la noblesse. J'avoue même que j'appuyai les compliments qu'il reçut à cette occasion.

Le 9, je me rendis encore à l'assemblée par-

(1) Il y avait alors 330 députés du clergé ou de la noblesse qui, ayant mandat impératif de ne pas voter par tête, étaient obligés de s'abstenir.

ticulière de l'ordre de la noblesse à six heures du soir : l'ordre n'était plus composé que de cent quarante membres, et je fus du nombre des cinquante qui étaient bien tentés de prendre un arrêté individuellement signé contre la motion du comte de Mirabeau relativement aux troupes. Mais ne voulant pas être soupçonné de les avoir attirés par mes sollicitations, ce qui n'existait réellement pas, et par cet esprit de paix, nous chargeâmes seulement notre président de dire verbalement au roi que sa fidèle noblesse n'avait pris aucune part à cette motion incendiaire.

Je m'en fus passer le dimanche 12 à Orsay, près Paris, où j'appris la fuite de M. Necker, puis celle de M. de Montmorin, que j'y trouvai à onze heures du soir, cherchant à conserver l'incognito.

Le 13, témoin de l'arrivée humiliante du roi, j'étais intérieurement tourmenté d'un esprit de vengeance peut-être, mais sûrement d'attendrissement en voyant ce malheureux monarque s'abandonnant de bonne foi à des traitres; et lorsqu'il répondit au président, je m'aperçus que, pour ainsi dire abandonné à lui-même, tout ce qu'il disait en mots entrecoupés, annonçait plutôt l'homme sensible que le roi convaincu. Le roi sortit de la salle : je le

suivais de près avec beaucoup de membres de la noblesse, et sur ce que j'entendis dire à quelqu'un que si Sa Majesté s'en retournait à pied, nous pourrions le suivre jusqu'au château, je le lui fis tout de suite dire par son capitaine des gardes. Je fus du nombre de ceux qui l'escortèrent. Pendant la marche qui dura plus d'une heure, un des députés du tiers apercevant en haie trois hussards du régiment qui était là en garnison, osa leur dire au milieu de tout un peuple : — Retirez-vous, valets du despotisme ! Le roi n'a plus besoin de votre garde. — Me croyant outragé moi-même, je répondis le plus durement que je pus à ce député en lui prouvant combien il était dangereux de tenir des propos incendiaires vis-à-vis d'une populace qui ne connaissait déjà aucun frein. Je ne pus m'empêcher de remporter à l'assemblée un grand esprit de tristesse, lorsqu'après ce trajet, la reine pour calmer la multitude, se crut obligée de montrer le Dauphin de dessus le balcon.

Le 17, je sortis de la séance pour envisager d'un œil philosophique le départ du roi pour Paris. Monté en conséquence à une fenêtre dans l'avenue de Paris, quel vaste champ s'ouvrit alors à la réflexion ! Ce même roi, qui deux mois avant était venu ouvrir les États

généraux avec le plus puissant cortège, avec une pompe et une magnificence dignes du plus grand prince de l'Europe, était ce jour-là dans la voiture la plus simple : deux écuyers, douze gardes du corps, et une seule voiture de suite, ainsi qu'il allait ordinairement à la chasse. Il était précédé et suivi d'environ deux cents hommes à pied, mal vêtus, chapeaux en claud, fusil renversé sur l'épaule ; au lieu de ses beaux Cent-Suisses et de ses fidèles gardes du corps qui entouraient autrefois ses portières, elles étaient tenues par des savoyards, des mendiants et des poissardes, auxquels se joignirent jusqu'à Paris une multitude innombrable de peuple. On entendit quelques *Vive le Roi*, mais le plus souvent c'étaient des juréments, des chansons, une bacchanale digne du carnaval. C'est ainsi que le roi de France mit quatre heures pour aller de Versailles à Paris, après avoir préalablement fait ses dévotions le matin. Quelle résignation ! Quelle faiblesse !

Le 25 au soir je reçois une lettre du lieutenant-général de Dourdan qui m'annonçait, en l'absence du grand bailli, la convocation de l'ordre de la noblesse pour le surlendemain.

Le 27 je me rendis à ma terre de la Forest-le-Roy à une lieue de Dourdan ; j'appris en arrivant que j'étais dénoncé ; que les paysans mêmes

de mon village, persuadés que ma tête était à prix pour une somme d'argent, disaient hautement qu'ils n'étaient retenus que parce qu'ils croyaient que j'avais amené une compagnie de dragons pour me fortifier dans mon château. Cependant les membres de la noblesse s'assemblèrent : malgré les instances de mes parents, et bien convaincu que le plus souvent les bruits populaires ne sont rien lorsque l'homme innocent paraît, je montai à cheval et je me rendis seul et sans armes sur la place de la ville de Dourdan : là je trouvai le peuple assemblé : on me reconnut, on me nomma ; la milice bourgeoise m'arrêta un moment et me fit entrer au château où était convoquée la noblesse et je ne reçus aucune insulte. L'assemblée était très-peu nombreuse. Je rendis compte de ma conduite et j'engageai mes commettants ou à prendre ma démission ou à me délier absolument de tout ce que mon mandat avait d'impératif, les circonstances étant telles qu'on n'avait pu les prévoir. Ils m'accordèrent tout ce que je demandais, approuvèrent ma conduite, et celui qui présidait l'assemblée, M. Roger fils, auquel je me plais à rendre ici la justice que mérite son esprit de conciliation, fit afficher dans la ville que l'ordre de la noblesse par mon organe était plus occupé du bien général que de son

intéressés. L'assemblée prit ensuite un arrêté que je devais porter à l'assemblée nationale. Je remontai à cheval par une pluie affreuse qui contribua à dissiper la multitude et je me rendis le jour même à Versailles.

Le premier emploi que je fis du suffrage qui m'était rendu fut de voter en faveur du corps de la prévôté, que la milice bourgeoise de Versailles voulait remplacer dans la garde qu'elle faisait autour du château et de l'assemblée nationale.

Le 30, mon avis fut qu'une déclaration isolée des droits de l'homme était extrêmement dangereuse. Mais comme on me parut généralement décidé à en adopter une quelconque, je me hasardai à proposer la mienne ainsi qu'il suit :

« L'homme naît dépendant, mais ne naît pas esclave.

« La nature a soumis ses premières années à l'autorité paternelle.

« Aussitôt qu'il reconnaît en lui la faculté de penser, c'est pour en faire l'hommage à la divinité tutélaire dont il le tient, etc., etc. »

Le 31, on voulait faire passer la déclaration des droits de MM. de la Fayette ou Sieyès. Le calme des bureaux effrayait le parti de la cabale. Il fut donc question de les casser ou du

moins de les rendre nuls. La majorité décréta en conséquence, et je fus forcé d'être de la minorité, bien persuadé que c'était le seul moyen d'éclairer la discussion.

Le 1^{er} août, mon avis était de s'occuper de la constitution et de laisser là les adresses et les députations, mais la majorité en décida autrement : cependant plusieurs des plus enragés insistaient également pour qu'on travaillât réellement à ce qui faisait le sujet de notre mission, mais ce n'était que pour couvrir d'autres projets que l'on méditait, et la séance se passa ainsi. Il se faisait pendant ce temps-là des réunions dans le couvent des Jacobins, où tout se décidait avant que d'être proposé à l'assemblée : c'est là qu'on décida que M. Thouret, qu'on soupçonnait d'être alors ou qu'on appelait aristocrate, ne serait point proclamé président, et il fut effectivement obligé de refuser.

Le 4, la question des droits de l'homme fut agitée en tout sens, mais toujours en rejetant l'article des devoirs qui devait faire partie de cette déclaration. Je fus à plusieurs reprises de l'avis de ceux qui désiraient ardemment cette réunion. On fut obligé de faire l'appel des voix, et pour rendre plus faible le parti du clergé et celui de la noblesse, qui votaient en

faveur des devoirs, on décida, contre leur avis et le mien, que les députés qui n'avaient pas de pouvoirs vérifiés n'auraient pas de voix délibérative : en conséquence, les devoirs furent rejetés, et je fus à cet égard encore de la minorité; enfin la fameuse nuit du 4 août arriva. C'était plutôt une ivresse qu'une discussion, ivresse qu'il faut croire avoir été plutôt inspirée par le seul patriotisme, et qui, si elle ne caractérisa pas l'homme intempérant, donna au moins une idée bien funeste à l'esprit français : il agit d'abord et réfléchit ensuite. Je ne restai pas passif au milieu de ce tourbillon d'idées exaltées : mon cahier était conforme à mon désir sur plusieurs objets, et je fis aussi avec plaisir hommage au bien public et sans aucune indemnité de tout ce qui tenait à la servitude personnelle, en réservant à mes commettants la jouissance de tous les droits honorifiques qui constituaient leur propriété et le rachat des droits utiles qui en étaient partie intéressante : on nous promit tout, pourvu que nous abandonnassions : le dixième même fut déclaré rachetable et nullement aboli : enfin cette exaltation dura cinq heures, et ce ne fut qu'à deux heures du matin que cette séance mémorable fut close.

Le 5, chacun fut fort étonné du projet de

procès-verbal (car ce n'était qu'un projet, l'assemblée des Jacobins se réservant de pouvoir ajouter ou diminuer), et moi le premier, d'entendre le récit de ce qui s'était passé la nuit, ou plutôt de ce qu'on voulait qui se fût passé : plusieurs faits étaient évidemment altérés : on avait donné une extension aux abandons et les gens de bonne foi ne s'y reconnaissaient plus.

Le 6, la séance ayant été continuée à sept heures du soir, on reprit la discussion des fameux articles : il était question des pigeons et l'assemblée était si tumultueuse que beaucoup de membres de la noblesse voulaient s'en aller. J'insistai avec quelques autres pour les retenir, en leur objectant que le président était d'assez mauvaise foi pour imputer à la noblesse une scission dans un temps où il était si facile de confondre les abandons pécuniaires secrets qu'elle avait faits réellement avec les droits qu'elle prétendait conserver comme faisant partie de sa propriété. Il en résulta que malgré nous l'abolition du droit exclusif de colombier fut converti en un anéantissement des pigeons en permettant à chacun de les tuer.

Le 7, même réclamation de notre part sur la chasse.

Le 8, lorsqu'il fut question de justices seigneuriales, je ne votais pour leur abolition qu'à

charge d'indemnité, parce qu'elles étaient véritablement le domaine du seigneur.

Le 10 s'ouvrit la grande question des dîmes, dont le comité avait altéré l'article; je réclamai avec le clergé qu'il fût rédigé tel qu'il avait été présenté la nuit du 4 août, c'est-à-dire que la dime serait remplacée et non pas supprimée. La cabale, voyant qu'il y avait un parti assez fort contre elle, fit tant que la question fut renvoyée au lendemain.

Le 11, même question, mêmes débats, même mauvaise foi. Le clergé fut intimidé, et, malgré l'abandon qu'il fit par M. l'archevêque de Paris, je n'en tins pas moins à réclamer le remplacement.

Le 12, il fut question de porter au roi les articles rédigés. Je pensai, comme la pluralité de la noblesse, qu'il était inutile que la députation se revêtît du costume particulier à chaque ordre, voulant faire voir qu'elle mettait fort peu de prix aux plumes dont on voulait encore orner son chapeau. Il en fut ordonné autrement à la réquisition du tiers, et je me dispensai d'être de la députation.

Le 28, nous insistâmes encore malgré les huées et les oppositions, mais avec aussi peu de succès, pour que la religion catholique fût déclarée religion d'État et que le premier ar-

ticle de la constitution lui fût consacré. L'opposition fut si marquée ce jour-là, le tapage si considérable, que nous fûmes obligés de consentir à lever la séance.

Le 29, nous commençons à nous reconnaître : ceux qui étaient attachés à leur religion et au roi s'étaient cantonnés à la droite du président, afin d'éviter les cris, les propos, et les indécentes qui se passaient dans la partie opposée. Il y avait environ cent cinquante membres du clergé, autant de la noblesse et quatre-vingt du tiers état. J'avais essayé plusieurs fois de me placer dans les différentes parties de la salle et de ne point adopter d'endroit marqué, afin d'être plus le maître de mon opinion, mais je fus obligé d'abandonner absolument la partie gauche, ou bien j'étais condamné d'y voter toujours tout seul et par conséquent condamné aux huées des tribunes.

Le 7 septembre, les orateurs s'attachèrent plus particulièrement à la question de la sanction royale, et ce fut au milieu de la question la plus importante qu'on fit entrer ces vertueuses citoyennes qui venaient offrir leurs dés et leurs jeannettes. Nous réclamâmes inutilement contre cette réception, et je fus réellement humilié de l'attitude des législateurs dans cette circonstance.

Le 10, pour mieux fixer notre jugement sur le veto royal, on nous annonça que la ville de Rennes et le Palais-Royal de Paris déclaraient traîtres à la patrie ceux qui oseraient l'appuyer. On délibéra sur les deux chambres, et je me prononçai pour une, quelque raison qu'il y eût de se prononcer pour deux dans notre parti. Le duc d'Orléans, dont j'étais peu éloigné, s'en aperçut, et disait toutes les fois qu'il entendait le mot *une* : « Je ne comprends pas ces aristocrates ; comment peuvent-ils voter ainsi, tenant si fort à leur ordre ? »

Le 16, sur la question de la succession au trône, le parti d'Orléans s'était renforcé de tout ce qu'il avait pu séduire de membres : ils firent l'impossible pour favoriser cette branche de la maison de Bourbon. Ce fut un combat continu ; nous étions les plus forts contre notre ordinaire : tous les moyens furent employés pour altérer la lettre du décret. Enfin, nous l'emportâmes autant qu'il était possible dans les circonstances et qu'un président nommé par la cabale pouvait le permettre.

Le 25, Paris employait tous les moyens pour nous effrayer : lettres anonymes, motions du Palais-Royal, projets d'enlever le Roi, supposés au régiment des gardes françaises, lequel avait été réellement séduit, mais n'at-

tendait qu'un mot pour revenir à l'obéissance. Tout cela était prétexte à faire venir un régiment à Versailles, afin d'animer la garde nationale et contre le régiment et contre le roi. La cabale trouva mauvais que le vicomte de Mirabeau eût inséré dans son procès-verbal tout ce qui s'était passé, parce qu'on voulait tromper le peuple, et elle réussit dans l'observation que nous combattions.

Le 24, M. Necker arriva, fit ses révérences ordinaires, c'est-à-dire deux à droite et trois au côté gauche, et fit un rapport sur les finances, aussi pompeux, aussi incohérent qu'à l'ordinaire, disant tout et ne disant rien ; cependant ce fut l'époque du don patriotique du quart du revenu.

Le 26, je fus d'avis d'imposer les curés congruistes en raison de leurs possessions ; le marquis de Montesquiou était alors pour M. Necker : il en appuya le plan dans son rapport et conclut pour l'admission du don patriotique ; tous les amis du ministre l'appuyèrent fortement. Le comte de Mirabeau y mit toute son éloquence, tout son jeu ; on tâchait d'enlever notre consentement, non-seulement par la persuasion, mais par tous les moyens physiques. Ses amis se répandaient par toute la salle, car, lors de la délibération par assis ou levé, lorsque

cette dernière portion marquait l'affirmative, on entendait des coups de pied qui semblaient vous enlever comme par un mouvement électrique; mais nous restions constamment assis, répétant sans cesse qu'un pareil impôt ne pouvait être voté sans mûre réflexion. On ne voulut pas même accorder l'ajournement, ni même adopter l'exemple de nous exécuter nous-mêmes en donnant le quart de nos honoraires. Nous insistâmes pour que le mot volontaire accompagnât toujours ce don patriotique. Et ce fut avec ce passe-port que la proposition de M. Necker fut adoptée.

Le 2 octobre, la séance se passa en dénominations et en personnalités relativement au repas des gardes du corps de la veille. Tous nos efforts ne parvinrent pas à faire passer à l'ordre du jour.

Le 5, pour éviter ce qu'on appelait l'aristocratie des bureaux, lesquels cependant n'avaient pas même la permission d'émettre un vœu, on les refondit encore. On se déchaîna de nouveau contre les observations dont Sa Majesté avait fait précéder sa sanction. Nous appuyâmes ces observations, mais nous fûmes mal reçus des galeries mêmes. Les Jacobins qui les poussaient avaient déjà décidé de n'accorder au roi la proposition de l'impôt qu'à condition de

sanctionner le décret du 4 août. Nous étions obligés de rappeler sans cesse à l'ordre les orateurs, qui se répandaient en propos indécents sur Sa Majesté. Nous nous opposâmes autant que nous pûmes au renvoi du président vers elle, autant pour le respect dû à la personne du souverain, que pour ne point altérer le pouvoir dont il était le chef. Cependant le président partit, et je dois dire qu'il fit tout ce qu'il put pour adoucir ce que sa démarche avait d'offensant et pour calmer l'assemblée. On renouvela tous les propos qui avaient déjà été tenus sur la prétendue orgie des gardes du corps et sur les événements qui en avaient été la suite. Le comte de Mirabeau faisait cette fameuse dénonciation contre la reine aux applaudissements de toute la cabale et des galeries. La discussion fut longue, relativement aux observations du Roi, je fus d'avis, moi environ cinquantième, d'en profiter en délibérant; je fus par conséquent contre le décret qui fut pris de renvoyer une troisième fois au Roi pour réclamer son acceptation au lieu de la sanction. Déjà partie du clergé et de la noblesse s'en allaient parce qu'il était quatre heures et demie, ce qui me fit alors voter en faveur de l'ajournement. Ce fut immédiatement après que M. Target parla du mouvement qu'il

y avait à Paris et des brigands qui étaient en marche (il les appelait citoyens); ils arrivèrent en effet et se présentèrent en habits de femmes au nombre de douze, ayant à leur tête un orateur vêtu de noir, et qui d'un ton assuré dit tout ce qu'il fallait pour effrayer les membres de l'Assemblée qui n'étaient pas dans le secret. On savait que le reste de la troupe armée était allé au château. On profita de ce moment pour envoyer le président porter à l'acceptation du Roi les décrets qu'on appelait constitutionnels, et pour qu'il ne pût pas refuser, on y joignit celui qui concernait les grains et l'approvisionnement de Paris. La députation des femmes avait péroré pendant environ deux heures; il était environ six heures et demie, lorsque le président partit. La séance fut suspendue : n'ayant rien pris depuis le matin, j'en profitai pour aller manger *un morceau*. Je traversai deux fois la place d'Armes; je vis une affluence de gens armés de piques, broches, couteaux de chasse, de cuisine, etc; les gardes du corps étaient en *panne*, le dos à la *g^{ra}nde* du château, le régiment de Flandre à leur gauche, les dragons à droite et les Suisses sur les ailes aux cours du château. La multitude courait çà et là avec de grands cris; j'entendis tirer quelques coups de fusil, je repassai un quart d'heure

après, retournant à l'assemblée; les troupes avaient fait un mouvement, la cavalerie s'étant étendue en potence; je traversai les rangs, et tout était encore tranquille. Je trouvai, à mon retour dans la salle, une quantité de femmes qui s'étaient emparées des bancs des députés, tenant toutes sortes de propos et sautant au col de tous ceux qui se rencontraient sous leurs mains. Je vis embrasser à plusieurs reprises l'évêque de Langres, qui présidait à la place de M. Monnier. Il y avait au plus un tiers des députés, et ce nombre diminuait en raison de l'augmentation des femmes et soi-disant femmes arrivant de toutes parts. Nous étions à peine 50 de la noblesse, 30 du clergé et 200 du tiers. Le marquis de Pleure, député de la Champagne, me demanda s'il n'était pas convenable d'aller chez le Roi; je lui répondis que mon parti était pris de ne point quitter l'assemblée où j'avais été envoyé. Il était huit heures et le président ne revenait pas; ce ne fut que vers neuf heures et demie, heure à laquelle la séance fut encore suspendue, que le billet du roi arriva avec promesse d'accepter la Constitution. Je ne quittai pas les alentours de l'Assemblée; à peine fus-je sur l'avenue de Paris, qu'il partit à côté de moi une décharge de coups de fusils qu'on me disait être desti-

née aux gardes du corps. La nuit était fort obscure, une pluie affreuse en sauva plus d'un en empêchant les amorces de prendre. Je rentrai dans la salle qui se remplissait de plus en plus de brigands : ils avaient même un étendard, composé d'une espèce de tableau sur lequel il y avait peint deux balances. Un garde national de Paris, qui faisait nombre avec les brigands, disait hautement qu'on en voulait aux gardes du corps, qu'il fallait avoir leurs habits et même leurs peaux ; ils se disaient tous, en parlant des troupes du roi : « Ils n'arrivent point, ils nous trompent. » — Cependant les troupes commençaient à se retirer de dessus la place d'Armes, car l'Assemblée s'était toute dispersée sans que M. Monnier, son président, parût pour la réunir. Je traversai la place d'Armes et n'y vis plus personne. Un calme apparent avait succédé au tocsin et à la générale. A peine fus-je rentré chez moi, qu'il vint un ordre de se réunir à la salle. Les femmes y rentrèrent avec les députés. Le comte de Mirabeau allait de banc en banc et semblait être d'accord avec elles ; on ne s'entendait point, il n'y avait point moyen de délibérer, et la séance fut encore rompue à trois heures.

Le 6, à neuf heures du matin, je fus un des premiers qui m'y rendis, suivant l'ordre qui

en avait été donné. J'entendis dire indirectement que le président nous attendait au salon d'Hercule, et je dis hautement que le président devait venir ouvrir la séance et aviser au moyen de venir au secours du roi et de la patrie. Je fus grandement hué par les tribunes qui crièrent qu'il fallait tuer tous les aristocrates. Le comte de Sérent arriva un instant après dire que le roi nous désirait. On délibéra que l'Assemblée devait rester, mais envoyer une grande députation chez le roi, et c'est alors que le comte de Mirabeau, par la motion la plus insidieuse et dont je fus la dupe, fit décréter que l'Assemblée nationale était inséparable du roi. Il fallait être comme lui dans le secret de cette horrible machination, pour deviner que ce serait un moyen d'attirer l'Assemblée à Paris. Il se fit en ce moment une décharge générale autour de la chambre. J'appris un instant après que c'était en réjouissance de la détermination que le roi venait de prendre d'aller à Paris. On reprit froidement la discussion sur les articles proposés par M. Necker, mais je ne pus pas y tenir; or, le cœur ulcéré, je m'en fus sur les avenues de Paris, pour voir encore une fois passer ce monarque infortuné, que trop de bonté et trop de faiblesse avait ainsi livré à la merci des scé-

lérats. Il passa accompagné de cette même troupe qui avait failli assassiner la reine ; sa voiture était couverte de brigands et suivie de ces braves gardes-du-corps, les uns à pied, les autres à cheval, dont la plupart était sans bottes, quelques-uns le bras en écharpe, d'autres la tête enveloppée de compresses : il fallut cependant rentrer dans l'Assemblée et voter pour l'article qui soumit tous les citoyens sans distinction aux charges publiques proportionnellement à ses facultés. Il ne fut question, dans la séance du soir, que de ce qui s'était passé à Paris à l'arrivée du Roi, et des marques de bonté qu'il n'avait cessé de répandre.

Le 8, on agita la question de forme pour le consentement ou le refus du roi aux décrets. Lorsque la cabaie eut aperçu la majorité en faveur de l'expression : *Roi des Français*, la salle retentit d'applaudissements, de bravos conjointement avec les tribunes soldées, ce qui prouvait qu'ils y attachaient une grande importance. Ils eurent même l'audace de crier : *Vive le Roi !* Cependant, sur la réclamation que nous fîmes avec beaucoup d'instance sur la propriété de la Navarre, nous obtînmes un sursis.

Le 10, inutilement plusieurs députés du côté droit, comme MM. Malouet, Virieu, Co-

cherel, se plaignirent d'avoir été insultés grièvement par le peuple : l'Assemblée et le comte de Mirabeau en particulier jugèrent contre nous.

Le 11, une grande quantité de députés, surtout de bons, demandèrent des congés ou offraient leur démission chaque jour, comme s'ils avaient d'autres comptes à rendre qu'à leurs commettants, et ces congés leur étaient accordés par ces seuls mots : *Oui, oui, bon voyage*, prononcés par quelques membres de la cabale. On s'occupa ensuite de savoir si on donnerait à Sa Majesté le titre de roi de Navarre. Mille raisons portaient à le conserver; mais les enragés, voyant la tournure, changèrent la question en faisant demander si on ajouterait quelque chose au titre de *Roi des Français*. Ils gagnèrent par ce subterfuge le suffrage des gens indifférents, et le *non* fut décrété aux cris de *bravo ! vive le Roi !* Il semblait réellement que les galeries eussent gagné la Navarre dans une bataille.

Le 12, on commence la trop fameuse question de M. l'évêque d'Autun, sur la propriété des biens du clergé. Le Camus, jusqu'ici son appui et son défenseur, soutint encore son rôle dans cette séance : le bon clergé restait passif; la bonne noblesse n'y voyait pas de

doute. On fit des listes de ceux qui voulaient parler pour ou contre, mais on n'écoutait patiemment que ces derniers. On envoyait des petits billets semblables à celui que reçut devant moi l'abbé d'Eymar : « Si M. l'abbé parle en faveur du clergé, il est mort. »

Le 14, les séances de Versailles finirent par le décret destructeur qui enjoignait de ne plus nommer de députés que dans les trois ordres réunis, ou plutôt qu'il n'y aurait plus d'ordre.

Le 19, à Paris. — La salle de l'Archevêché était si petite pour le nombre des députés, qu'il n'y avait plus moyen de se cantonner : bon et mauvais, tout était pêle-mêle. MM. Bailly et de la Fayette vinrent nous assurer sûreté et liberté, tandis que, pour amener le peuple et préparer les événements, on rendait déjà le pain plus rare.

Le 26, le quart de l'Assemblée était composé d'étrangers, et c'est dans cette salle où nous pouvions à peine remuer, qu'on nous proposait d'écrire dans toutes nos provinces que nous étions plus libres que jamais. Nous l'étions encore moins d'opinion que de corps. Les provinces ne l'étaient pas davantage, puisqu'on dénonçait celles du Dauphiné et du Languedoc pour s'être assemblées par Ordres. La discussion était sans cesse interrompue par des dépu-

tations de la Commune, des districts de Paris, qui, tous, voulaient traiter d'égal à égal avec l'Assemblée ou lui faire la loi. M. Chapelier, reprenant la discussion, disait qu'il ne fallait pas perdre l'occasion de témoigner à toute la France que les distinctions d'ordres étaient des monstruosités dans la monarchie française, quand une des travées suspendues sur nos têtes s'écrasa à côté de moi : vingt-cinq personnes passèrent au travers des planches sur le dos des députés : on rompit la séance pour aller au secours des blessés.

Le 30, revint la discussion sur les biens du clergé : aucune raison ne fut admise, pas même celle de l'abbé Maury : on ne consulta que les droits de l'homme, c'est-à-dire ceux du plus fort. M. le Camus, qu'on avait nommé président, afin que son état d'avocat du clergé pût donner un prétexte à sa spoliation, était devenu son plus grand ennemi, et le témoigna dans cette séance au point que, pour couvrir ceux qui donneraient de bonnes raisons, il y gagna une extinction de voix qui le fit remplacer.

Le 31, tout était préparé pour la décision d'une question qui avait été agitée pendant sept séances ; la place de l'Archevêché était remplie d'un nombre infini de peuple dont

plusieurs étaient armés de pierres : différents membres du clergé avaient été grièvement insultés les jours précédents. Malgré tous ces préparatifs, le jour des morts n'était point encore arrivé.

Le 2 novembre, l'affluence du peuple était encore plus grande que la surveillance : à peine pus-je passer pour me rendre à l'Assemblée. La majorité cependant ne paraissait pas encore évidente aux conjurés, et le comte de Mirabeau qui jouait le principal rôle dans cette question, après avoir suscité plusieurs amendements pour sonder l'opinion, changea tout à coup la question de la propriété en ne parlant plus que de la disposition. Le Camus avait repris le fauteuil et favorisait ce changement ; on eut l'air d'y joindre la fixation du traitement des curés à 1,200 fr. L'appel nominal fut arrêté : je vis plusieurs évêques même être la dupe de cette rédaction et voter pour la disposition.

Le 6, jour destiné aux finances, tout annonçait la pénurie du Trésor royal ; les Necker, les Mirabeau, les Laborde, enfin tous les agioteurs, y compris la majorité du comité des finances, proposaient des projets de banques, de caisses publiques, de papier monnaie : mais tout cela fut semé seulement ce jour-là pour fructifier avec le temps.

Le 9, au manège des Tuileries. Bel emplacement, bon poêle, galeries fort longues, ventilateurs salutaires, baromètre au tempéré.

Le 10. M. Bailly ne cessait de harceler l'Assemblée en faveur de la ville de Paris; nous nous opposons à cette préférence sur les autres villes; mais Paris gouvernait l'État, et les finances de plusieurs députés s'en trouvaient bien.

Le 20. Ce fut dans cette séance que, sur une motion accidentelle, on fit ce décret dérisoire qui enjoignait à chaque député de porter ses boucles en don patriotique. Je portai également les miennes, et je vis en sortant dans le corridor, que ce pouvait bien être une spéculation pour quelques-uns, puisqu'ils étaient déjà remplis de marchands de boucles de cuivre.

Le 21. C'est de ce moment que le côté droit du président commença à n'être plus composé que d'amis de l'ordre.

Le 2 décembre. On en était alors à l'organisation des grands corps administratifs, et aux fonctions dont on les investissait. Nous appuyâmes vainement M. l'évêque de Clermont, qui demandait que la morale et l'instruction fussent réservées aux pasteurs; nous n'en obtinmes que des huées. On décrétait les articles

à la douzaine : à peine avons-nous le temps de les entendre, et sur nos réclamations de savoir au moins vingt-quatre heures d'avance le sujet de la délibération, on nous répondait franchement qu'on n'avait pas besoin de nous.

Le 11. Les Solicofre, abbé d'Espagnac, Ferrières, Corméré, Clavière, etc., dont aucun n'était député, présentaient à l'Assemblée des projets de finances ; on décida l'impression de celui de l'abbé sans même savoir ce qu'il contenait. Quelle patience il nous fallut ensuite pour entendre M. Dubois de Crancé dire que l'on calomniait le pauvre peuple impunément en le taxant d'être la cause de tous les désordres dont on se plaignait, tandis que j'admire, disait-il, son courage et sa patience en établissant sa liberté avec tant de sagesse et si peu de sang ! D'un autre côté, s'étendant sur le militaire, il traita les soldats de brigands et les officiers de tyrans. Et les enragés d'applaudir avec les tribunes. Nous demandâmes que ce Dubois de Crancé fût tenu de faire amende honorable aux militaires, mais la majorité décida que M. Dubois était un patriote, et qu'il n'y avait point lieu à délibérer sur l'inculpation.

Le 14, rien ne coûtait à l'Assemblée pour propager le plus promptement ses principes destructeurs. Nous avons été appelés pour

mettre de l'ordre dans les finances, et l'on faisait une dépense incroyable en frais d'impressions seulement, au point que chaque décret devait être envoyé aux quarante-quatre mille municipalités.

Le 15, on fit un rapport sur la conscription militaire, dans lequel nous applaudîmes la satire qu'éprouva M. Dubois de Crancé.

Le 20, sur la question de savoir si tous les citoyens sans distinction, juifs, comédiens ou bourreaux, pourraient être électeurs et éligibles, je pensai, avec une centaine de collègues, qu'il y avait lieu à décision; mais pour qu'ils soient implicitement compris dans le nombre des citoyens actifs, on décréta que la chose était jugée.

Le 28, nous entendîmes la lecture d'une lettre de Monsieur, relativement à M. de Favras, laquelle nous donna une idée du caractère de ce prince et me prouva l'avilissement du trône et de la monarchie. La discussion qui s'ensuivit dut faire repentir Monsieur de sa démarche, et j'avoue que je l'entendis avec plaisir.

Le 29. Dans la séance du soir, on mit beaucoup d'importance à un don de 900,000 fr., qu'offrait la ville de Genève. Tous les gens qui comptaient en faire leur profit désiraient qu'on

l'acceptât. Je pensais qu'il n'était pas de la dignité de l'Assemblée de recevoir cette aumône, et tout le côté gauche ne put résister à l'éloquence de l'abbé Mauri qui détermina le refus général.

1790.

Le 5 janvier. La cabale chercha à obtenir l'oubli des inculpations faites par M. Dubois de Crancé aux militaires, malgré les efforts que nous fîmes pour le faire rétracter authentiquement. On reçut une lettre du roi au sujet de sa liste civile dont on avait laissé le quantum à sa disposition, et l'Assemblée, au lieu d'en déterminer le montant, puisque Sa Majesté ne voulait pas la fixer elle-même, passa irrespectueusement à l'ordre du jour malgré toutes mes objections. Ensuite sur les biens des émigrés et sur les prétendus crimes de lèse-nation, on fit toutes sortes de motions incendiaires que ne purent arrêter ni les Cazalès, ni les Mauri, appuyés de toute la droite. On poussa même l'imprudence jusqu'à rejeter par un appel nominal l'amendement d'excepter les émigrés qui auraient permission du roi. Cependant ce jour-là

le côté droit était ~~aussi nombreux~~ qu'il pouvait l'être.

Le 7, les Jacobins, n'étant plus entraînés par les tribunes comme la veille, revinrent ce jour-là à nous en faisant insérer dans le procès-verbal sans bruit que la permission du roi suffirait pour faire excepter les émigrés de ce décret. Nous ne voulûmes pas y adhérer, par la raison qu'en altérant les faits pour l'avantage d'un décret, c'est donner lieu également à altérer une bonne loi, ce qui était plus d'une fois arrivé, notamment à la suite du 4 août. — Dans la séance du soir, il y eut une discussion fort longue et fort paisible sur la manière d'imposer les terrains d'agrément enlevés à l'agriculture, ainsi que les châteaux ; on y mit plus de justice qu'à l'ordinaire et j'adoptai volontiers avec la majeure partie de la droite, que les premiers seraient imposés comme les meilleurs terrains du pays, et les seconds en raison de leur surface et de leurs étages. Il fut arrêté ensuite que la dénomination *château* subsisterait sans avoir besoin du précurseur : *ci-devant*.

Le 21, les secrétaires annoncèrent les membres qui avaient obtenu les suffrages pour le comité des impositions : ces suffrages tombèrent toujours sur les mêmes têtes, parce qu'ils étaient nommés par les Jacobins : nous en fîmes plus

d'une fois l'observation : ~~M. Target~~ était président ; il n'en écoutait aucune ; pourvu qu'il décrétât beaucoup , et qu'il fit de grandes phrases , il croyait avoir rempli sa place. Il montra tant de partialité ce jour-là en faisant taire à tort et à travers tous ceux qui, par des réflexions justes, voulaient mettre de l'ordre dans les délibérations, qu'étant à côté de lui et ma tête s'échauffant pour la première fois, je lui dis avec humeur : *Qu'il fallait quitter la place quand on n'en était pas digne.* Le président ne répondit que par le bruit de sa sonnette.

La séance du soir fut dégoûtante par les questions qui s'y traitèrent : c'était M. Guillotin, ce grand médecin, qui y faisait substituer le mot *corps mort* au mot *cadavre*, et décréta que les corps des suppliciés seraient remis à leurs familles. Aussi l'évêque de Montauban, que je rencontrai en arrivant dans la salle, me dit-il plaisamment : « Vous pouvez vous dispenser d'entrer, ils sont occupés d'affaires de famille. »

Le 22, rapport du comité des finances sur lequel le président Target, qui avait la manie des décrets, le faisait passer aussitôt que proposé, comme les bans des mariages clandestins. Le moyen d'arrêter l'impulsion d'une pareille assemblée ? Cependant les décisions

étaient sans appel ; or, son despotisme n'était balancé par aucun pouvoir.

Le 26 au soir, séance destinée à écouter la dénonciation du comte de Mirabeau contre la prévôté de Marseille. Il avait promis de suspendre le jugement de l'Assemblée assez longtemps pour que ses courriers arrivassent, et jamais on ne put mieux juger de ses talents et de son caractère que par le discours qu'il fit à cette occasion. Il dura pendant quatre heures, et ceux pour qui le comte de Mirabeau est aujourd'hui le dieu de l'éloquence, s'ils eussent été de bonne foi, l'auraient trouvé bien inférieur aux Mauri, aux Cazalès, aux Barnave, aux Lally, aux Mounier. Un tact extrêmement exercé, un bel organe, une grande impudence, une facilité dangereuse dans l'art de la calomnie, un jeu fort étudié, tels étaient ses talents oratoires.

Le 21, discussion sur la question de donner le droit de citoyen actif à tous les Juifs en général. Cette motion, faite à trois heures par les enragés, trouvait d'autant plus d'opposition dans le côté droit, que les membres qui les composaient avaient trop souvent la manie de dîner, tandis que les autres ne dinaient jamais et profitaient toujours de ce moment pour enlever leurs décrets. Dix fois l'appel nominal fut

commencé, dix fois il fut interrompu de part ou d'autre. Pendant ce temps, le côté droit diminuait toujours, au grand mécontentement de ceux qui sacrifèrent leurs habitudes. Aussi le décret qui survint fut-il plus favorable aux Juifs en général.

Le 29, la discussion s'établit sur la suppression des haras, et sans examen on commença par la décréter à dater du 1^{er} janvier, en ajoutant que les chevaux seraient conservés provisoirement, et ce ne fut que par réflexion qu'on imagina qu'il fallait du foin et de l'avoine pour les nourrir et que cette dépense était comprise dans celle dont on venait de voter la suppression.

Le 4 février, tout était préparé pour recevoir le Roi. Il annonça en effet qu'il se rendrait à l'assemblée sans cérémonie. J'avoue que je ne pus pas concourir aux applaudissements et aux *vive le Roi* que le côté gauche fit éclater, parce que je voyais s'avilir la majesté du trône. Je n'avais pas été prévenu et j'étais mis fort simplement : le reste de l'assemblée était encore plus mal, en frac et en bottes. Nous demandions qu'il fût envoyé, comme à l'ordinaire au-devant du Roi une députation, car le côté gauche voulait nous persuader qu'il serait plus respectueux de traiter le Roi, comme il le désirait,

sans cérémonie. Sa Majesté arriva, je me trouvai immédiatement placé à côté d'elle, et je n'osai lever les yeux sur cet infortuné monarque, tant sa situation me paraissait pénible. Il lut un fort long discours, avec le sang-froid d'un homme courageux, et j'entendis successivement sa voix s'altérer au passage qui touchait au bonheur de son peuple. Il prêta d'un ton ferme le serment. A peine fût-il sorti que cet exemple de bonté parut rapprocher les esprits les plus opposés : nous en fûmes les dupes.

Le 13, suite de la discussion sur le clergé. Nous ne pûmes tenir à entendre calomnier la religion et nous levâmes tous du côté droit pour dire que des articles de foi ne pouvaient être ni discutés ni attaqués dans une assemblée purement civile. Bientôt après nous fûmes obligés de crier au blasphème ; mais le côté gauche, qui s'y attendait, avait eu soin de se renforcer de Jacobins étrangers.

Le 14, mêmes blasphèmes, mêmes interpellations du côté droit : « Sommes-nous catholiques, disions-nous, ou sommes-nous obligés d'entendre ici la doctrine de Luther et de Calvin ? » Enfin nous appuyâmes encore la motion de savoir si la religion catholique serait la religion d'État. Le président se contentait de

sonner; toute la gauche se leva contre cette motion; les Jacobins prétendirent qu'elle était aussi injurieuse à l'assemblée qu'inutile, puisqu'on proposait de destiner 85 millions pour le soutien de la religion catholique.

Le 15, il s'agissait de faire mention dans le procès-verbal de notre résistance dans la discussion de la surveillance, de notre appel aux provinces ou à la puissance ecclésiastique, mais nous fûmes vaincus par le nombre et on décida que le procès-verbal ne contiendrait pas ce fait.

Le 18, continuation de la question des ordres religieux. Deux sonnettes furent cassées, tant on était indigné d'une part et enragé d'une autre. La séance du soir fut en partie employée à entendre des nouvelles désastreuses de toutes les parties du royaume. A peine y apporta-t-on le projet d'un décret qu'on l'abandonna pour entendre à la barre une maîtresse d'école proposer un plan d'éducation; c'était une petite-fille du célèbre la Fontaine; elle nous fit rire comme son aïeul, mais d'un rire de mépris. Elle fut suivie par le petit-fils du père Quesnel que nous vîmes de même œil, malgré la quittance des finances de 90,000 francs, qu'il apportait en don patriotique.

Le 20, discussion sur le décret d'ordre pu-

blic. — C'est à ce sujet que M. de la Fayette nous indigna tous par cette phrase à jamais remarquable : « L'insurrection est le plus sacré des devoirs. »

Le 22, discussion sur les droits féodaux. La droite ne put pas tenir aux faussetés que le rapporteur alléguait. Robespierre nous cita aux galeries et les galeries nous huèrent de toutes leurs forces, sans que le président fit rien pour les réprimer, malgré les termes exprès du règlement. Les impartiaux d'alors diminuaient encore notre force, lorsqu'il s'agissait de relever le pouvoir exécutif, parce qu'ils voulaient que les pouvoirs donnés par la constitution aux corps administrés marchassent de concert et sur la même ligne avec lui, ce qui rompait l'unité nécessaire. Nous voulions au moins que constitutionnellement on déposât pour un temps limité, si on voulait, le pouvoir de tout faire pour la tranquillité publique entre les mains du Roi. Mais le côté gauche frémissait à cette seule idée de dictature; un des habitués de ce côté-là osa dire que ce serait charger le Roi d'envoyer des assassins pour réprimer des assassinats. Alors toute la droite sortit des bancs en s'écriant : — Chassons-le, ce gueux-là, ou qu'il demande pardon à la barre s'il ne veut pas lui-même être assassiné à la porte ! — Et il

vint se rétracter à la tribune. Ses confrères voulaient absolument qu'il fût cité au procès-verbal; mais lorsqu'il se fut expliqué, la droite, sur l'avis de M. de Cazalès, qui avait appuyé le projet d'une dictature, obtint noblement qu'il n'y avait pas lieu à délibérer sur les expressions de M. Blin. Les enragés avaient la cruauté de vouloir ajourner le décret sur l'ordre public, pendant qu'on s'assassinait dans les provinces, et ce ne fut qu'à cinq heures et demie que nous obtinmes une décision. Ce jour-là nous les primes par la famine, car leur côté s'était dégarni avant le nôtre.

Le 23, on agita l'intéressante question du droit d'ainesse. Non content de le détruire, ils glissèrent dans le décret l'abolition de la nobilité des personnes et des choses. Comme nous nous opposions à cette surprise, Rœderer et Robespierre vinrent dire auprès de moi : — Il resterait donc des nobles et des non nobles ! — Souffrez, leur dis-je impatienté, ce que vous ne pouvez empêcher. Il vous est tout aussi impossible de l'être que d'enlever à celui qui l'est une qualité innée. — M. Prieur ajouta : — Eh bien, nous ne sortirons pas d'ici avant qu'il en soit ainsi et que les titres mêmes soient abolis, et que chacun ne puisse se distinguer que par ses noms de baptême. — Vous pourrez, lui ré-

pondis-je, vous faire appeler le comte Prieur, et personne n'y trouvera à reprendre; mais quand M. le comte de Montmorency passera, l'opinion publique nous fera bonne justice de vous. D'ailleurs, monsieur, vous n'empêcherez jamais, quelque chose que vous fassiez, que ce qui est ne soit, et le bois de chêne ne devienne pas du bois blanc par un de vos décrets. — La discussion devenait vive, lorsqu'on nous rappela à l'ordre.

Le 26, je me gardai bien de remarquer un retranchement qu'avait fait le marquis de la Côte, secrétaire, dans le décret de la veille, en supprimant le mot *noble* après *ancienne qualité*. J'espérais que nous sauverions cette espèce de dégradation, mais les papiers publics en avaient fait mention, et les enragés eurent soin, sans mot dire, d'en rétablir la rédaction.

Le 27, on reprit le régime féodal. M. Tronchet, rapporteur, avait commencé avec assez de justice, et nous nous en félicitions; mais petit à petit, gagné ou séduit, il finit par céder au côté gauche, ce qui fit que je m'absentai pendant le reste de la séance de ce jour, qui était un samedi.

Le 4 mars, nous écoutâmes patiemment les diatribes les plus impertinentes contre les seigneurs et l'établissement des droits seigneu-

riaux, sans distinction : le seul amour du bien public put nous faire consentir à être les témoins de toutes les extravagances qui se dirent. Il y avait des injustices si criantes, que le comité féodal, tout Jacobin qu'il était, se trouva absolument divisé d'opinion, et pour donner un prétexte à cette violation des propriétés, on eut soin dans la séance du soir de lire des prétendues adresses des provinces dans lesquelles on désignait les seigneurs comme des loups ravisseurs et les ennemis déclarés de tous les habitants des lieux.

Le 5, sur la demande de M. Le Camus, demande à laquelle il eut la perfidie de joindre une apparence de respect pour le Roi, on décréta la demande positive de ce *livre rouge*, que nous regardions dans la droite comme le recueil des pensées de Sa Majesté, et pour ainsi dire comme un livre de famille. La suite a prouvé que c'était en pure perte en violer le secret. La connaissance de ce livre au contraire produisit un effet absolument opposé à ce que les Jacobins s'en promettaient : elle ajouta, dans l'esprit des gens sans prévention, aux idées de bienfaisance et d'économie que la conduite du Roi avait données jusqu'alors.

Le 16, je m'opposai à ce que les acquéreurs des droits féodaux supprimés sans indemnités,

ne pussent en exiger une quelconque de la part de leurs vendeurs. Il me semblait également juste que tous les enfants d'un même père seraient tenus de se tenir compte réciproquement des torts que leur ferait l'abolition du régime féodal. — Tant pis pour ceux qui en seront les victimes, fut la seule réponse du côté gauche. Quand on en vint à l'article de la chasse, les orateurs de la droite prouvèrent tous les inconvénients du port d'armes; mais, outre les deux rapporteurs du comité féodal, — l'un, M. Merlin, était Jacobin, l'autre, M. Tronchet, le devenait par complaisance, — M. Bailly, au nom de la ville de Paris, vint encore nous interrompre dans notre travail : il fut reçu, malgré nos efforts pour secouer le joug de la capitale, mais il était prouvé qu'elle faisait cause commune avec les Jacobins pour faire la Révolution.

Le 17, on termina les articles féodaux; encore si les injustices avaient fini avec eux, car il n'en est pas un seul qui n'en contienne plus ou moins, mais l'assemblée n'avait pas même le temps de détruire. M. Dupont lui-même, au nom du comité des finances, vint s'en plaindre : nous disions comme lui : — Mais mettez donc quelque chose à la place, sans cela le trésor public perdra et ses ressources et sa

confiance. — Il en résulta l'abolition des droits sur les fers, amidons, cuivres, huiles et savons, sans aucun avantage pour les consommateurs.

Dans la séance du soir on donna le désagrément au Roi d'accueillir avec honneur les officiers de Royal-Comtois qui avaient été condamnés par ses ordres. Ils furent suivis de la religieuse ou soi-disant telle, qui, au scandale de tous les honnêtes gens, vint dénoncer les siens et remercier de la liberté qu'on lui avait rendue.

Le 14, il n'y eut que cent quatre-vingts votants à l'élection de M. Rabaud de Saint-Étienne pour président; tant de fois nous avons été inutilement au scrutin, et nous savions si bien d'avance celui que les Jacobins désigneraient, que personne ne voulait plus concourir avec eux.

Le 15, on discuta le remplacement de la gabelle. Nous voulions qu'on rendit justice aux provinces qui s'étaient rédimées, en leur accordant au moins une indemnité équivalente. Le président Rabaud n'entendit point cela. Nous tâchions d'arrêter son zèle, l'apostrophant même parce qu'il *faisait le sourd*. Que fit-il? Il rendit le décret *in petto*, et quoiqu'au milieu de la salle, on vint m'avertir qu'il avait passé et qu'il était inutile de réclamer.

Le 16. Dans la séance du soir, on avait résolu de faire passer un décret sur les prisonniers enfermés par lettres de cachet; en conséquence l'assemblée s'ouvrit plus tôt qu'à l'ordinaire pour que la droite ne fût pas complète. M. Fréteau s'était chargé de remplacer M. Rabaud dans le fauteuil pour cette expédition : il ne s'agissait de rien moins que de comprendre dans le décret d'élargissement les homicides, empoisonneurs et les incendiaires. Heureusement que plusieurs Jacobins lâchèrent pied, encore nous ne pûmes obtenir cette exception qu'avec des amendements. C'était Robespierre qui était chef de meute dans cette séance.

Le 18, nous appuyâmes M. de Cazalès qui prouvait qu'un nouvel impôt sur les terres porterait en dernière analyse sur les prix des grains et du pain. Nous secondâmes l'éloquence de l'abbé Mauri dans la dénonciation qu'il fit de M. Necker qu'il qualifiait de ministre inepte, jaloux et perfide.

Le 19, la mort de l'Empereur avait été notifiée à l'assemblée : une députation consolante avait été envoyée à la Reine ; elle était composée des plus enragés : ils le prouvèrent en ne voulant pas porter un deuil dont je crus devoir me vêtir tout le temps qu'il dura.

Le 29. La séance du soir fut orageuse, relativement à la dénonciation faite contre la municipalité de Montauban, parce que nous pensions qu'elle s'était conduite avec sagesse et fermeté. La gauche au contraire ne voyait dans l'exécution du peu de lois sages qu'elle avait rendues qu'une infraction à la constitution, lorsqu'il s'agissait de rendre justice à ceux qui ne pensaient pas comme elle. Le premier président du Parlement de Bordeaux parut à la barre. Le président de l'Assemblée lui ayant dit que si l'Assemblée nationale n'avait écouté que la rigueur des principes, elle n'aurait peut-être pas consenti à une justification, nous fûmes indignés de l'interprétation qu'il donnait à une façon de penser qu'il n'avait jamais eue. Il s'ensuivit un grand tumulte et nous fûmes obligés de consentir à la retraite de M. d'Aujard pour examiner ce que le baron de Menou, président, devait lui dire. Son discours, tel qu'il l'avait commencé, fut adopté, malgré tous nos efforts. M. d'Aujard fut entendu au milieu des murmures les plus indécents; mais il dut en être dédommagé par la peine que nous lui en témoignâmes. Il s'ensuivit une rixe entre le président de Menou et M. d'Épréménil, à laquelle toute la droite assista, pour ne point livrer tout à fait ce dernier aux enragés.

Le 31, après l'étalage du grand œuvre de M. Target, et quelques idées sur les jurés et juges *chevauchants* de M. Duport, nous insistâmes avec M. l'évêque de Clermont pour que la semaine sainte fût distinguée par quelques œuvres pies. Nous voulions que les députés destinassent à la bienfaisance le traitement de ces jours-là. Mais la gauche ne voulut jamais consentir à un pareil décret. Il fut dit seulement qu'il n'y aurait point de séance du matin.

Le 9 avril, à la lecture du procès-verbal de la séance du soir du 29 mai, j'insistai pour qu'il y fût fait mention que la partie droite de l'Assemblée avait été cause du murmure, afin qu'à l'avenir il y eût une distinction marquée entre la droite et la gauche. Il fut décrété qu'on dirait seulement « une partie de l'Assemblée. » Je n'adhérai pas non plus à l'adoption du projet de M. le duc de La Rochefoucauld sur la municipalité de Paris, parce qu'il me paraissait préjuger la question non encore décidée de l'hypothèque à donner aux assignats dans le bien du clergé. Il s'ensuivit un rapport sur les finances, dont le résultat était une émission d'assignats; il était appuyé d'une lettre des commerçants et manufacturiers de riz; comme nous en demandâmes les signatures, nous fûmes de nouveau confirmés dans l'idée que nous avions, que la

capitale seule dirigeait l'Assemblée. On fit ensuite un rapport que nous n'avons jamais admis et sur lequel nous n'avons pas même voulu délibérer, celui de la constitution civile du clergé. En conséquence, je m'absentai jusqu'au 13.

Le 14, à mon retour, j'appris qu'il y avait eu de la part de la droite, assemblée aux Capucins, et qu'elle avait renouvelé à l'Assemblée la motion de décréter la religion catholique religion d'État. J'avais cru devoir prendre le parti de ne me rendre dans aucune assemblée particulière, et certainement je n'aurais pas fait cause commune avec celle des Capucins. Quant à la religion, mon opinion était connue, et le temps des réclamations était passé, car en la déclarant la seule salariée, on comprenait implicitement la religion constitutionnelle, puisque les Jacobins, décidant ce qui était en question, disaient qu'ils n'avaient pas touché à la religion catholique, apostolique et romaine. Sur les plaintes que M. de Cazalès vint faire à l'Assemblée au sujet du risque que venait de courir M. l'abbé Mauri, la gauche, sans nous entendre, voulait passer à l'ordre du jour, lorsque nous le vîmes entrer aux applaudissements de toute la droite. Les Tuileries et les environs de la salle étaient remplis

d'une immensité de peuple, dont les cris nous annonçaient les raisons déterminantes en faveur de la Constitution civile du clergé. Mais j'ose dire qu'on nous trouva toujours disposés à soutenir la religion et à dire la vérité, quelque chose qui pût nous en arriver. Nous déclarâmes hautement, avec M. l'évêque de Clermont, que le projet était contraire à notre foi, au bien de l'État, et que nous ne prendrions point de part à la délibération. Ceci posé et le principe ayant été emporté, je crus devoir me conduire sur les conséquences comme je l'avais fait relativement au clergé séculier. Nous appuyâmes encore l'offre qu'avait déjà faite le clergé de fournir 400 millions; mais il n'était plus temps. Le vicomte de Mirabeau et l'abbé Mauri coururent encore des risques en sortant de la salle. Je traversai les Tuileries et je trouvai au Pont-Royal une multitude innombrable dont plusieurs me demandèrent si la nation avait gagné ses affaires. — Oui, leur répondis-je, si la nation gagne en perdant sa religion. — Ces gens me regardèrent, m'ouvrirent un passage et dirent : — Au moins le peuple va être calmé. — J'eus de la peine à passer, mais je ne reçus aucune insulte.

Le 15, nous observâmes que le procès-verbal ne faisait pas mention de l'offre de 400 mil-

lions offerts par le clergé, et, chose inouïe, le marquis de Bonnay, président, qui avait lu lui-même la proposition, feignit de ne pas l'avoir entendue, et sans avoir égard à nos réclamations, ~~il~~ décréta que le procès-verbal ne serait point changé. Après quoi, sur un rapport du comité des finances sur les assignats, on employa tous les moyens pour nous les faire adopter ; celui de la pénurie du Trésor public, ce qui était vrai ; celui qui nous annonçait que toutes les villes de commerce les demandaient, et cela était faux. La droite renouvela ses objections en disant qu'ils seraient une source d'agiotage, d'injustice et d'immoralités, et qu'en chassant le numéraire dont ils ne pourraient point chasser la concurrence, ils feraient nécessairement augmenter les prix des denrées. Le soir fut employé à une dénonciation contre l'évêque de Blois, sur laquelle, après avoir dit que ses écrits étaient dans les principes et suivant les doctrines des Pères de l'Eglise, nous obtînmes, un peu par surprise à la vérité, qu'il n'y avait pas lieu à délibérer. Les enragés, occupés aux Jacobins, étaient moins nombreux ce jour-là, et un de ceux qui se trouvèrent à l'Assemblée me dit de bonne foi qu'il devait être permis de tout écrire, parce que, si la Constitution était bonne, elle se sou-

tiendrait elle-même. Que n'ont-ils tous pensé de même? Il ne resterait plus de traces des décrets de l'Assemblée nationale.

Le 19, l'abbé Mauri s'étant un peu laissé aller à la fougue de son caractère, nous fûmes obligés de l'improver. On prit son opinion pour celle de la droite d'après la réunion qui s'était faite aux Capucins. Voilà un des inconvénients de toute corporation particulière. L'erreur d'un individu retombe sur tous les autres membres, comme son éloquence les entraîne ordinairement. Il fut plus raisonnable en combattant M. Chapelier, qui proposait, au nom du comité de constitution, de prolonger les mandats des députés qui ne les avaient que pour un an, sans avoir égard à ce qui leur avait été enjoint par leurs commettants. Il trouva en conséquence la droite disposée à le soutenir. On ferma promptement la discussion, et le décret fut rendu dans le sens de M. Chapelier.

Le 20. Le président ayant proposé ce qu'il appelait de petits décrets, il en passa trois ou quatre sous le manteau de la cheminée, en attendant l'ordre du jour qui était un rapport sur les maîtres de postes. Le duc de Biron s'en chargea, et nous vîmes avec peine un membre d'une naissance aussi distinguée devenir le pos-

tillon des Jacobins. Après quoi il fallut discuter pour obtenir que les dîmes seraient perçues toute l'année 1790 ; la gauche voulait absolument que l'on mit *pourraient être perçues*, afin de laisser un double sens qui pût, à tout événement, amener telle ou telle interprétation.

Le 20, on entendit le soir plusieurs adresses faites aux Jacobins pour féliciter l'Assemblée de l'abolition du régime féodal, ce qui amena une discussion de chasse, sur laquelle le rapporteur proposa de supplier le chef suprême de la nation de choisir les lieux où il voudrait prendre le plaisir de la chasse. Nous adoptâmes avec empressement cette rédaction, mais le président, d'accord avec les enragés et pour éviter les réclamations, dit qu'il y avait *quelques petites expressions* à changer, et quel fut notre étonnement quand nous apprîmes que ces *petites expressions* étaient le retranchement de ces mots *chef suprême* !

Le 21. On passa légèrement sur quelques décrets relatifs à la jurisprudence criminelle, et après nous avoir préparés seulement à l'adoption d'un conseil de guerre composé de soldats et de sous-officiers, et cela sans même consulter la droite, dont la majeure partie était composée d'officiers, et on passa à la suite

de la chasse, où tout en feignant d'improver M. Robespierre, on finissait par adopter l'esprit de ses propositions ; car telles étaient les manœuvres des Jacobins : ils envoyaient un des plus enragés faire une motion très-incendiaire : la droite se récriait à outrance ; un second émissaire venait apporter une motion plus douce en apparence, et dans cette alternative, beaucoup de gens sages se croyant trop heureux d'éviter un plus grand mal, déterminaient l'affirmative. Ce fut par cette raison que nous crûmes avoir beaucoup obtenu dans le décret qui disait qu'on ne pourrait pas chasser sur les terrains d'autrui, car en souffrant que tout le monde fût armé, la gauche voulait qu'on pût chasser partout indistinctement.

Le 22. Suivant les mêmes errements, on décréta pour la forme quelques amendes, quelques peines, tandis que, d'un autre côté, on approuvait que les justiciables fussent armés, qu'on abolissait les gardes et qu'on détruisait le respect dû à la loi. On fit plus, on proposa, sans avoir égard à aucune de nos réclamations, de faire nommer les gardes par les municipalités, sans vouloir entendre qu'elles seraient souvent elles-mêmes à la tête des braconniers, et de donner des hallebardes aux

gardes pour intimider les chasseurs qui auraient des fusils. Enfin, pour nous faire plaisir, on consentit à ne permettre la chasse courante qu'avec des armes innocentes, en laissant toutefois la faculté de se poster pour tirer la grosse bête; on se poste également lorsqu'on veut assassiner.

Le général Paoli parut le soir à la barre : une belle figure, des cheveux blancs, un air de franchise, un maintien noble, tout en lui aurait intéressé, s'il n'était point venu sous les auspices et avec les errements des Jacobins.

Le 26, M. de Virieu avait été nommé président; il l'avait été en partie par la droite, parce qu'on connaissait en lui une façon de penser honnête et un caractère franc, quoiqu'entaché de ce qu'on appelait alors impartialité. Nous fîmes l'impossible pour maintenir cette élection, mais les Jacobins étaient furieux : ils employèrent tout pour le faire démettre de sa place, jusqu'à vouloir lui faire prêter un nouveau serment : on l'inculpa : la droite l'engagea à tenir bon. On décréta en bloc quantité d'articles sur les droits féodaux, et ce travail fut clos avec un empressement qui prouvait combien les Jacobins croyaient avoir favorisé le peuple aux dépens des seigneurs : il y avait cependant des propriétaires

parmi eux, mais l'orgueil fit la révolution, et, quoique l'intérêt particulier y ait été compté pour quelque chose, il n'y a joué en général qu'un rôle secondaire. Ce travail fini, on renouvela la querelle du matin sur le serment exigé de M. de Virieu, qui, voyant qu'on le soupçonnait de ne pas être d'accord avec lui-même, parce qu'il avait précédemment signé une protestation, quitta le fauteuil, monta à la tribune et fut réinstallé par la droite, parce que la gauche était divisée; mais, malgré nous, il donna sa démission un instant avant de lever la séance.

Le 28, la droite, pour éteindre la vieille querelle de M. de Virieu, voulait qu'on ne perdît pas un temps précieux en vaines discussions; déjà le décret en avait été pris avec une majorité évidente, lorsque la gauche, s'étant renforcée, obtint qu'il fût annulé; de là des débats indécents, et la lettre justificative de M. de Virieu fut rejetée du procès-verbal. — Il avait été dit qu'on ne lirait que l'extrait des adresses dans la séance du soir: malgré ce décret, les plus incendiaires étaient lues tout au long. On nous donna dans celle-ci la jouissance bien complète, car les dénonciations se dirigeaient plus particulièrement contre nous: ces adresses donnèrent lieu à toutes espèces de propos,

dont les tribunes mêmes se mêlèrent, en nous insultant, de sorte que nous étions exposés à toute espèce d'humiliation, sans pouvoir obtenir justice, puisque c'étaient les fauteurs du désordre qui la dirigeaient eux-mêmes. M. d'Aujard vint à la barre pour entendre son jugement, et lorsque le président lui dit : *Vous pouvez vous retirer* ; — touchés de la situation de ce brave homme, nous ajoutâmes : *Avec l'estime de cette partie de l'Assemblée*. Nous obtînmes ensuite la lecture d'une adresse de Dieppe qu'on voulait soustraire parce qu'elle faisait très-bien l'apologie de l'Assemblée, et le tableau de l'état du royaume. La gauche en rejeta l'impression que nous demandions, sous différents prétextes insidieux, qui gagnèrent les gens faibles. Tout dépendait de l'état d'avilissement où on tenait le pouvoir exécutif ; on en donna une nouvelle preuve en rejetant contre et par la question préalable la proposition de renvoyer au Roi les députés de la Corse qui demandaient un commandant général.

Le 29, on statua définitivement sur les jurés, car on avait voulu ménager le peuple et le prévenir de l'impossibilité où on était de lui en donner en matière civile ; aussi, pour l'en dédommager, accompagna-t-on de braves le dé-

cret qui lui en assure en matière criminelle.

Le 20, ce fut contre mon vœu qu'on rejeta du procès-verbal une lettre des députés de la noblesse d'Alençon, qui déclaraient vouloir se retirer, leurs pouvoirs étant expirés : — Plus de pouvoirs ! plus de bailliages ! s'écrièrent les députés du côté gauche. Ensuite, sur les juges cavalcadours, nous obtînmes qu'ils seraient sédentaires et qu'il n'y aurait que deux degrés de juridiction en matière civile.

Le 2 mai, ce n'est pas encore sans beaucoup de débats que nous obtînmes la stabilité des tribunaux d'appel ; mais je n'étais pas de l'avis qui passa en faveur de leur amovibilité, car j'ai toujours pensé qu'un bon juge, intègre, doit être étranger à toutes les passions, à tous les intérêts, excepté à celui de sa gloire, et qu'il lui fallait par conséquent une place fixe, stable et même héréditaire.

Le 4, la séance du soir entendit un rapport de toutes les horreurs qui se commettaient en province. A peine pouvions-nous obtenir une marque d'improbation contre des assassins : mais toujours les municipalités et les gardes nationales qui les avaient soufferts ou protégés recevaient des témoignages de bienveillance. La délibération sur les troubles de Toulouse fut

prolongée jusqu'à onze heures, afin d'obtenir un décret conforme à ces principes, de sorte que je fus à peine le dixième qui me levai contre, parce que la droite s'était retirée de dépit.

Le 6, le marquis de Laqueuille annonça que ses pouvoirs n'existaient plus et que sa mission était finie. — A l'ordre du jour! — Mais, messieurs, cette motion regarde tous nos commettants. — A l'ordre du jour! — Une partie de la France sera sans représentants. — A l'ordre du jour! — La mauvaise foi du président Rabaud de Saint-Étienne, la manœuvre de la gauche, qui avait envoyé des pelotons d'enragés dans différentes parties de la salle pour tromper l'œil sur la majorité, le vacarme affreux qui se faisait, tout préjugait la question. L'appel nominal, la levée de la séance, furent successivement demandés, et nous obtînmes enfin que ce dernier parti serait adopté.

Le 7, l'ordre du jour ramena la discussion des juges. On avait décrété que la justice se rendrait au nom du Roi : nous employâmes toutes nos facultés pour lui laisser la nomination des juges, ce qui nous paraissait une conséquence des principes. Les enragés changèrent leurs batteries, comme ils avaient fait lors de l'envahissement des biens du clergé; ils propo-

saient cette question insidieuse : Le roi pourra-t-il refuser son consentement à l'élection d'un juge nommé par le peuple ? — Les gens bornés y furent pris ; la question se trouvait résolue et l'appel nominal nous laissa la douleur d'être la minorité, parce qu'il y avait cent quatre-vingt-quatorze absents et neuf voix que les secrétaires avaient escamotées.

Dans la séance du soir, sur la suite des articles concernant l'organisation municipale de Paris, l'abbé Mauri s'échauffa au point de se faire mettre à l'ordre ; c'est la seule fois que je l'aie vu dans le cas d'être soupçonné de mériter ce dont on le taxait, c'est-à-dire d'intempérance.

Le 11. Les dénonciations se multiplièrent dans la séance du soir : tout ce qui tenait à la religion, à la raison et à la monarchie, était abandonné au peuple sous le nom d'aristocrate. En conséquence, le baron de Margueritte, maire de Nismes, fut mandé à la barre pour venir rendre compte d'une conduite sage et modérée.

Le 12, on écouta froidement l'horrible rapport du massacre de M. de Beausset, à côté de deux officiers municipaux et au milieu de la garde nationale ; les uns ni les autres ne furent improuvés. Cependant le peuple s'était

emparé des forts, et le roi s'abaissait à demander justice.

Le 14, rapport sur les finances et permission de donner des assignats en paiement des impositions au trésor public. L'on demande des secours pécuniaires pour mettre la marine en état de s'opposer aux préparatifs que faisait la Grande-Bretagne. La droite voulait qu'on votât des remerciements à Sa Majesté pour cette démarche de surveillance : on décréta l'ajournement sous prétexte qu'elle ne devait pas avoir d'initiative dans l'assemblée. Dans la séance du soir on suppliait le Roi de s'intéresser au sort des incendiaires reconnus pour tels depuis la Révolution. Quelle preuve plus marquante du système des Jacobins de mettre les brigands à la place de la loi ? nous le sentîmes, l'objectâmes, mais ce fut en vain.

Le 15, l'ajournement de la demande du Roi sur l'armement de quatorze vaisseaux de ligne, amena la discussion si importante du droit de paix et de guerre, et par suite cette gasconnade de la gauche de n'attenter jamais à la liberté ni à la tranquillité d'aucun peuple, mais que la nation française est déterminée à défendre avec énergie la liberté qu'elle a conquise. La séance du soir fut remarquable par la demande du Châtelet au comité des recher-

ches pour avoir connaissance des différents faits relatifs aux 5 et 6 octobre : on les élut jusqu'au rapport auquel travaillait M. Chabroud ; et nous fûmes témoins de toutes les menées qui se firent à cet égard.

Le 17, le Roi aura-t-il le droit de faire la paix ou la guerre ? Question qui n'en serait point une pour des Français, mais qui en était une bien importante pour des enrégés. Elle fut donc discutée en tout sens, mais toujours dans le sens républicain. On mit à contribution les règnes de Henri IV, Louis XIV et Louis XV : on interpréta jusqu'à leurs pensées ; leur cause se défendait d'elle-même ; cependant nous appuyâmes l'abbé Mauri : les opinants se rappellèrent successivement à l'ordre, la discussion s'échauffait par le choc d'opinions absolument opposées, le peuple entourait la salle de ses cris, mais elle fut interrompue par l'arrivée d'un courrier extraordinaire qui apportait des nouvelles désastreuses de la ville de Montauban. La droite frémissait en entendant le récit d'un attentat avant-coureur de la guerre civile : la gauche improuvait quand il aurait fallu des actes de rigueur, et suppliait le pouvoir exécutif de remédier à ce qu'elle l'avait mis dans le cas de ne pouvoir empêcher, car on votait des remerciements au régiment

qui avait agi sans ses ordres. Comment toutes ces insurrections n'auraient-elles pas eu lieu, puisque d'une part elles étaient le plus sacré des devoirs, et que d'autre part on recevait avec complaisance dans l'assemblée toutes les adresses qui tendaient à les fomenter ? Celle du soir en est un exemple, le secret des lettres n'était pas même sacré pour les représentants des provinces. Nous recueillîmes ensuite parmi nous le baron de Margueritte, qui parut dans le sein de l'assemblée, tandis que le décret de l'assemblée qui le mandait à la barre courait vers lui à Nismes. — La gauche lui criait *à la barre !* Mais nous ne voulions pas l'y laisser aller, puisque le décret ne lui avait pas été signifié. Ce ne fut qu'après que la lecture lui en eut été faite que nous le laissâmes aller. Après une justification qui nous parut plus que suffisante, nous obtînmes qu'il reprendrait sa place de député.

Le 22. Rendu dans l'assemblée, je vis recommencer la discussion de la paix et de la guerre : j'en entendis les attroupements s'accroître dans les environs et dans la salle les blasphèmes de Robespierre : l'abbé Mauri se distingua par des efforts incroyables de logique et de mémoire ; tout ce que nous pouvions faire était d'engager nos orateurs à suspendre au moins

la délibération dans l'espérance que la réflexion pourrait amener un décret non-seulement sage, mais politique. Les Jacobins voulaient que le droit de paix et de guerre appartint exclusivement à la nation. Nous voulions seulement qu'elle y participât, quant aux subsides, mais ils l'avaient promis au peuple et le peuple était là qui menaçait. Que fit le comte de Mirabeau, qui avait déjà été cité comme revenant à nos principes? Il voulut allier sa popularité avec son ambition, son caractère avec son esprit. Il proposa un décret qui tenait aux deux partis, et c'est à lui que nous dûmes de ne pas avoir un tout opposé, et sous le prétexte du premier membre du décret qui dit que le droit de paix et de guerre appartient à la nation, phrase que les enragés eurent soin de venir dire sur la terrasse des Feuillants, le peuple soldé crut avoir ce qu'il désirait, tandis que le Roi avait obtenu une partie de ce qui lui appartenait: il ne tint pas à nous qu'il n'en obtint davantage. Le comte de Mirabeau joua toutes sortes de rôles dans une discussion qui dura aussi longtemps: il alla même jusqu'à feindre d'adopter les idées de M. Barnave, et l'on peut dire qu'il rendit dans cette occasion un service essentiel à la monarchie.

Dans la séance du soir, les délations abon-

dèrent et furent avidement reçues. L'abbé Gouttes, qui présidait, était si bien dressé que, constamment tourné vers la droite, sonnette en main, tout bonnement il disait : « Je fais tout ce que je puis pour les faire taire, et je ne puis y parvenir. » Effectivement, aussitôt qu'un de nous ouvrait la bouche, c'était un coup de sonnette, et pour la moindre observation, il y avait un carillon. Pendant ce temps-là, on décrétait à gauche contre le clergé d'Alsace, contre la municipalité de Montauban, pour les galériens étrangers, et nous nous trouvâmes cependant d'accord avec la gauche pour faire arrêter trois dragons du régiment de Lorraine, qui étaient la cause d'une révolte contre leurs officiers; mais cela ne fut que décrété.

Le 26, M. Bailly vint assurer l'assemblée de la bonté du peuple, qui venait de pendre lui-même quatre voleurs, tandis que de l'autre côté, M. Talon, lieutenant civil, prouvait l'insuffisance des nouvelles lois. On discuta ensuite sur l'organisation d'un tribunal de cassation; on nous reparla d'ambulance, et les Jacobins tenaient si fort à cette idée, qu'après avoir vu notre majorité en faveur d'un tribunal de cassation sédentaire, ils proposèrent la question sous une autre forme, demandant

s'ils seraient tous sédentaires, mais nous obtinmes encore la majorité.

Le 27, ma santé devenait de jour en jour moins bonne; mon esprit ne pouvait plus tenir aux débats violents d'une assemblée dont les membres étaient absolument divisés; mon corps était excédé de fatigue: j'écrivis à mes commettants que, pour n'être pas soupçonné de manquer à leur confiance pour aucun autre prétexte, et leur donner le temps de me remplacer, je quitterais l'assemblée au 1^{er} juillet suivant.

Le 28, les effets de l'anarchie se faisaient sentir de plus en plus. D'un côté le peuple coupait des arpents de bois entiers, de l'autre on arrêtait et pillait tous les transports de grains. Nous sentions que la répression de pareils abus ne pouvait appartenir qu'au pouvoir exécutif; les lui renvoyer, c'était le compromettre, les juger eût été manquer à nos principes. Tout nous prouvait qu'il n'y avait pas moyen de bien faire de sage dans une pareille assemblée. J'ai tort cependant, car il fut pris une mesure sur-le-champ: celui qui ordonnerait l'adjudication des bois ne pourrait se faire que le premier d'une bougie allumée. Cette dernière enchère.

Le 31, la transcription ecclésiastique fit

naltre toutes sortes d'erreurs et de fausses citations, qu'il nous était à peine permis de révoquer en doute. La désorganisation de l'armée suivit de près celle du clergé, et la question préalable ou l'ajournement fut constamment opposé aux connaissances que les ecclésiastiques et les militaires voulaient donner sur ces deux objets. Tout devait être de convenance suivant la gauche. Il nous était impossible d'être de cet avis en matière de religion; ce qui le prouvait d'une manière impérieuse en notre faveur fut les moyens qu'on employa pour avilir les ministres, les caricatures, les adresses, et jusqu'aux menaces et aux insultes.

Le 1^{er} juin, M. l'abbé Grégoire fit plus contre le clergé : il se dit le fondé de pouvoirs d'un grand nombre de ses membres pour adhérer aux plans du comité ecclésiastique, et sur les preuves que nous lui en demandâmes, il fut obligé de mettre son impuissance au jour. Le marquis de Montesquiou assaisonna cette discussion d'un modèle de ses assignats : il était impossible, selon lui, de le contrefaire; mais cela nous paraissait beaucoup plus aisé que ce qui se passait sous mes yeux, lorsque huit cents mandataires seulement, contrefaisant les gens de bien, en imposaient à tout un royaume. M. de Montesquiou fit comme eux, il fit un se-

cret des signes qui devaient caractériser les bons assignats, même à ceux qui avaient intérêt d'en juger, comme les Jacobins faisaient un mystère de leurs plans et de leurs moyens. La discussion fut reprise sur le plan ecclésiastique; les observations du clergé n'ayant produit aucun effet, nous appuyâmes l'évêque de Clermont sur la demande d'un concile national ou au moins d'un article qui engageât le roi à avoir recours à la puissance ecclésiastique. Le refus fut formel. Nous déclarâmes notre incompétence: — Eh bien! on se passera de vos avis, — fut la réponse de la gauche.

Le 11, l'abbé Gouttes proposa de donner des indemnités aux vainqueurs de la Bastille. La droite criait à *l'ordre du jour!* et je crois que jamais cela ne fut plus nécessaire. Le président y cassa même une sonnette, et la cause des vainqueurs fut accueillie. Ensuite, sur la question de se servir des cloches pour monnaie de cuivre, nous persistâmes, d'après les renseignements que nous avions eus et l'éloignement que nous avions pour les principes du comité ecclésiastique qui voulait diminuer le nombre des paroisses, et demander que l'on s'occupât de choses plus urgentes. Mais on décréta que les cloches seraient vendues, y compris celle du président qui venait d'en casser

une seconde. Après quoi, par un enthousiasme factice, la gauche décréta un deuil de trois jours pour la mort de Franklin.

Les 14 et 15, suite de la discussion sur le clergé, et par conséquent suite du silence de la droite, excepté dans les cas extrêmes, comme dans celui où l'amendement de l'évêque d'Angers fut trouvé si bon par la gauche, qu'on décréta qu'il servirait de modèle aux autres évêques.

Dans la séance du soir du 15, on commença par nous donner la bénédiction à droite et à gauche avec le portrait du docteur Franklin.

Ensuite, pour prouver le respect qu'on avait pour cet ami de la liberté, mais d'une liberté raisonnable, on fit le rapport le plus incendiaire sur la ville de Nîmes; on approuvait la licence des démagogues, l'emprisonnement des catholiques, et la municipalité qui avait voulu s'opposer aux désordres était injustement dénoncée. C'était là l'encens qu'on brûlait devant l'idole de la liberté.

Le 17 au soir, les Jacobins étaient effrayés du nombre des députés qui demandaient leurs congés. On en fit un crime au président, et la question fut renvoyée au comité de constitution. Sans doute que, plus instruite, la droite eût rendu un grand service à la France en rom-

pant dès le principe avec une assemblée de laquelle, comme de la boîte de Pandore, ne sortaient que des maux. Mais comment abandonner un poste dont on s'était chargé ? Comment désespérer de la Providence ? Nous étions cependant si discrédités, que les députations que l'on recevait à la barre ne pouvaient, sans s'exposer aux huées, passer dans la partie droite de l'assemblée pour assister à la séance : c'est ce qui arriva ce jour-là, faute de place, à la députation de la commune de Paris ; et qui croirait que ces gens si dévoués en apparence à la constitution, me témoignèrent, ainsi qu'à ceux qui se trouvaient placés près d'eux, de l'éloignement pour elle et du mépris pour la gauche ? Ils le prouvèrent d'une manière plus marquante, en approuvant nos principes dans la discussion qui s'ouvrit sur l'affaire de Nîmes. Nous trouvions qu'il n'y avait pour le moins pas lieu de délibérer sur la dénonciation du baron de Margueritte, et d'une adresse de quelques catholiques de Nîmes, dont la sagesse fut si bien prouvée par M. Malouet et par MM. les évêques d'Uzès et de Nîmes ; les enragés prouvèrent d'une manière bien précise leur opposition irréfléchie, car, à la parole de l'huissier placé pour demander silence, ils crurent que c'était le décret d'accusation pro-

posé, et se levèrent tous pour l'appuyer. A cette question succéda une seconde dénonciation, celle du vicomte de Mirabeau, accusé d'avoir enlevé les cravates des drapeaux de son régiment, et son arrestation. Nous ne pûmes dissimuler la peine d'être dans le cas de condamner nous-mêmes l'imprudence impardonnable d'un de nos membres.

Le 18, l'histoire du vicomte de Mirabeau avait été convertie en trahison dans les journaux, tandis que le fait, réduit à ses simples termes, était que, voyant son régiment insubordonné, et qu'ayant été menacé lui-même, il avait emporté les cravates qu'il lui avait données comme colonel. Mais c'était néanmoins une imprudence que nous n'approuvâmes pas.

Le 19, d'après une lettre de M. Necker, qui se persuadait encore être d'une grande utilité à la France, nous nous plaignîmes de nouveau que ses comptes, ceux du comité des finances, n'étaient que de simples aperçus. M. le Camus était bien pour nous ce jour-là, mais c'était pour dénoncer des sommes qu'il disait avoir été données au trésorier de monseigneur le comte d'Artois. M. l'abbé Mauri se compromit même dans cette discussion, et voulut tant prouver qu'il ne prouva rien : aussi eut-il l'adresse de ne pas vouloir donner son discours

que les enragés lui demandaient avec fureur, afin d'en prendre acte contre lui.

Le 21, j'appris que dans la nuit du samedi, jour que je m'étais en allé pour me reposer, on avait employé tous les moyens pour abolir l'hérédité de la noblesse, mais j'appris en même temps qu'on regardait cela comme une extravagance de plus. On mit fin aux articles concernant le traitement du clergé. Nous voulions que ses membres pussent être admis dans toutes les places, à toutes les fonctions, sauf les cas d'incompatibilité, mais on mit néant à la requête.

Le 22, nous demandâmes que les lésineries faites sur le traitement du clergé tournassent au profit des pauvres qu'ils ne pourraient plus assister. — La constitution n'en reconnaît plus, dit-on. — Non, depuis qu'elle leur permet de prendre au lieu de demander. — M. Treilhard, pour apaiser les galeries à ce sujet, les gratifia de l'énumération de tout ce qu'elles gagnaient par l'extinction de la dîme et du casuel.

Le 29, nous insistâmes pour obtenir un supplément aux ecclésiastiques vieillards et infirmes, mais les Jacobins depuis longtemps se lassaient de voir paraître sous toutes les formes des gens qui avaient intérêt dans les finances de l'État. Ils disaient hautement : « Mais il ne

nous restera rien. » Cependant, sans leur accorder tout ce que nous demandions, il eût été si criant de laisser mourir de faim ceux qu'on avait dépouillés, qu'on leur en accorda une partie. On annonça que le roi avait sanctionné le décret de l'abolition des titres. Nous nous attendions à de chaudes exclamations, mais nous vîmes au silence général que les Jacobins avaient voulu faire montre d'impartialité. Je profitai de ce moment pour donner au président, que j'avais prévenu, la lettre par laquelle je donnais ma démission : il la lut, et, par une fatalité marquée, j'ai eu le malheur d'être applaudi par la gauche.

Copie de la lettre :

« Monsieur le président, je vous supplie de vouloir bien prévenir l'assemblée nationale qu'après avoir, autant que j'ai pu, retardé le moment de me séparer d'elle, ma santé, la fortune de mes enfants et la tranquillité de ma famille, exigent impérieusement que je donne ma démission aujourd'hui, ou du moins que je prenne un congé illimité, en attendant que mon suppléant, malade, soit en état de me remplacer : il y a deux mois que je l'ai prévenu ainsi que mes commettants, afin qu'on ne puisse jamais me soupçonner d'avoir été déter-

miné par un autre motif. Mais, avant de quitter le poste honorable qui m'a été confié, je veux dire hautement quelle a été ma conduite. L'homme de bien doit avoir la vertu de se soumettre au blâme, quand son unique but a été de mériter l'estime publique et particulière. Qu'on sache donc que, pour éviter toute influence étrangère sur mon opinion, je n'ai été d'aucune coalition, d'aucun club, d'aucune assemblée partielle, pas même dans les palais du roi et des princes, ou chez les ministres ; enfin que je n'ai signé aucune protestation ni déclaration depuis la réunion générale, parce que j'ai voulu pouvoir être tour à tour d'un parti ou d'un autre, suivant mon mandat et ma conscience.

« Veuillez ajouter à cela, monsieur le président, que, calcul fait de ce qu'il m'en a aussi coûté pour les quatorze mois de ma députation, il m'est resté un excédant de 1399 livres, sur lequel j'ai remis 600 au chef-lieu du bailliage qui m'a député pour y être distribuées aux pauvres ; 249 à la caisse de secours de l'assemblée nationale, et j'ai prié le secrétaire du bureau XVI de remettre dans celle des dons patriotiques mes 550 livres du mois de juin. Si je me suis permis d'entrer dans ces derniers détails, c'est pour l'honneur même de l'assem-

DU BARON DE GAUVILLE.

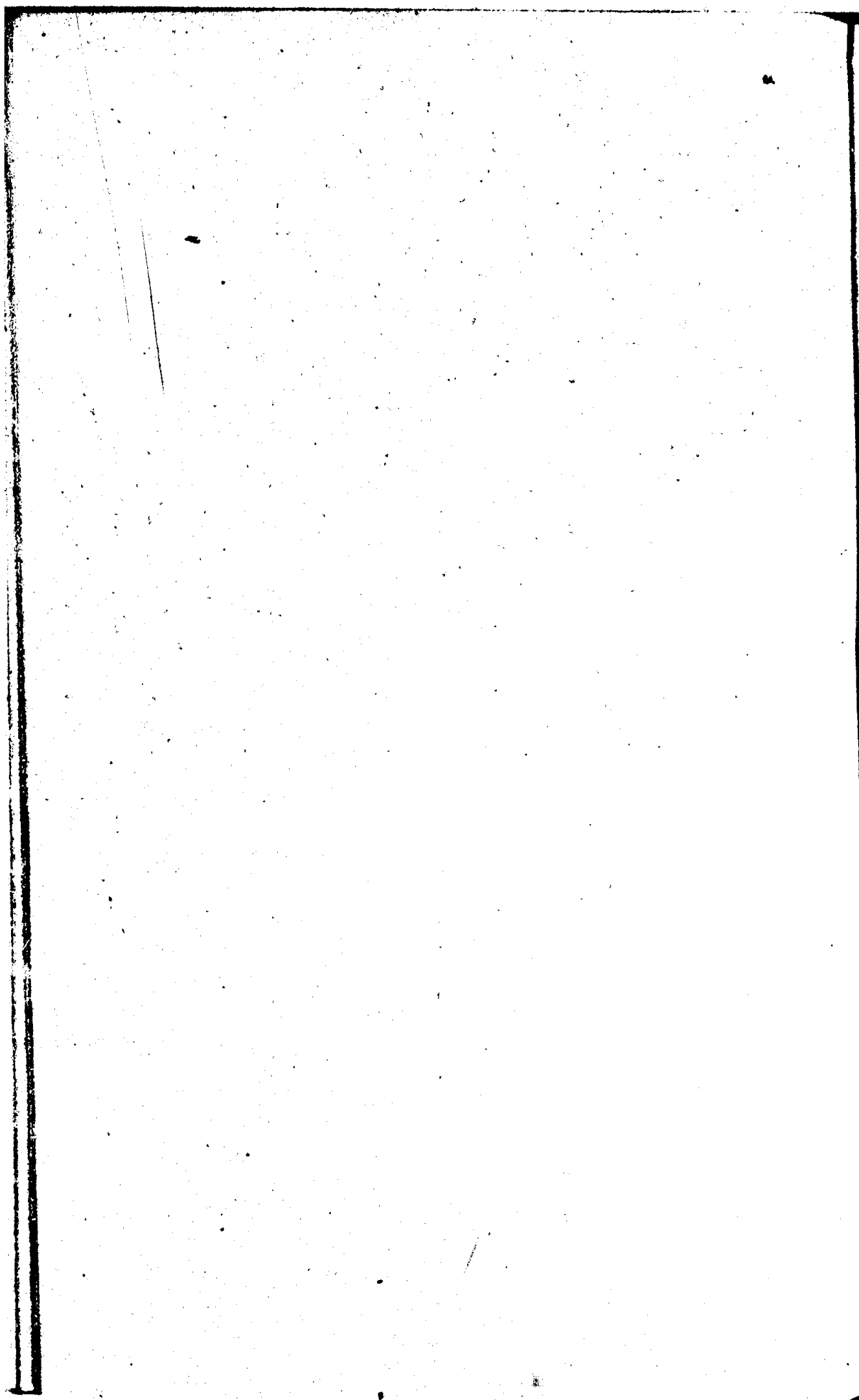
79

blée, et qu'on cesse de calomnier ses membres
sur l'usage qu'ils font de leurs honoraires.

« Je suis, avec respect, monsieur le Président,
votre très-humble serviteur.

« BARON DE GAUVILLE. »

« Paris, 4^{er} juillet 1790. »



APPENDICE.

Une note de M. le baron de Gauville fournit ces renseignements sur le costume des députés aux États généraux.

CLERGÉ. — Les cardinaux en grande chape rouge.

Les archevêques et évêques en rochet, camail, et bonnet carré.

Les autres ecclésiastiques en soutane, manteau long et bonnet carré.

NOBLESSE. — En habit noir avec un manteau pareil, d'étoffe de la saison ; sur le manteau un parement d'étoffe plus ou moins riche, une veste analogue, des bas blancs, une cravate de dentelle, chapeau à la Henri IV, garni de plumes blanches comme celui des chevaliers des ordres ; épée garnie d'un nœud pareil au parement. Si les députés sont en deuil, ils doivent avoir habit, veste, culotte, manteau de soie noire, parement pareil, cravate de mousseline, chapeau à plumes noires, ruban noir à l'épée.

TIERS-ÉTAT. — Les députés doivent avoir habit, veste et culotte de drap ou de soie noire, et les bas noirs, un manteau pareil à l'habit, tombant par-dessus les épaules, ouvert par les côtés, pour passer les bras, une toque de velours, cravate de dentelle ou de mous-seline; ceux de robe doivent être en robe et bonnet carré. — S'ils sont en deuil, habit, veste, culotte, manteau et parement de drap, cravate de batiste, chapeau rehaussé d'une plume, crêpe à l'épée.

NOTA. Le chapeau clabaud fut substitué à la toque, et le manteau court au manteau fendu.



TABLE.

	Pages.
Introduction	1
I. Notice biographique sur M. de Gauville	1
II. De la révolution de 1789	1v
Journal de M. de Gauville	1
Appendice	81
Table des matières	83



